



#LA FORMATION FAIT TOUTE
LA DIFFÉRENCE



Rapport du troisième trimestre 2016

RAPPORT FINANCIER
pour le trimestre clos le 31 décembre 2015

Rapport aux actionnaires

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
4	3. À propos de CAE
11	4. Variations du change
12	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
14	6. Résultats consolidés
18	7. Résultats par secteur
24	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
25	9. Situation financière consolidée
26	10. Regroupements d'entreprises
27	11. Modifications de méthodes comptables
28	12. Contrôles et procédures
29	13. Principales informations financières trimestrielles

États financiers consolidés intermédiaires

30	État consolidé de la situation financière
31	État consolidé du résultat net
32	État consolidé du résultat global
33	État consolidé des variations en capitaux propres
34	Tableau consolidé des flux de trésorerie

Notes annexes

35	Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables
36	Note 2 – Modifications de méthodes comptables
37	Note 3 – Actifs nets détenus en vue de la vente et activités abandonnées
37	Note 4 – Regroupements d'entreprises
38	Note 5 – Créances clients
39	Note 6 – Charges financières – montant net
39	Note 7 – Aide gouvernementale
40	Note 8 – Résultat par action et dividendes
40	Note 9 – Rémunération du personnel
40	Note 10 – Autres profits – montant net
41	Note 11 – Coûts de restructuration
41	Note 12 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie et le résultat
42	Note 13 – Éventualités
42	Note 14 – Juste valeur des instruments financiers
45	Note 15 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
47	Note 16 – Transactions avec les parties liées

Rapport aux actionnaires

CAE publie ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 616,3 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2016, ce qui représente une augmentation de 10 % par rapport au troisième trimestre l'an dernier. Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se situe à 57,9 millions \$ (0,21 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 52,1 millions \$ (0,20 \$ par action) l'an dernier.

Le résultat net avant les éléments particuliers* était de 59,4 millions \$ (0,22 \$ par action) au troisième trimestre, en hausse de 14 % par rapport à la même période l'an dernier. Les éléments particuliers étaient constitués ce trimestre de coûts de restructuration de 1,5 million \$ (montant net après impôt) liés au programme d'amélioration des processus en cours. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens.

« Nous avons obtenu de bons résultats au troisième trimestre, ce qui nous place en bonne position pour atteindre nos perspectives positives pour l'exercice financier », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Du côté Civil, nous prévoyons dépasser nos prévisions de ventes de simulateurs pour l'exercice 2016 et nous entrevoyons une croissance solide et une marge plus élevée pour l'exercice au complet. Dans le secteur Défense, nos résultats depuis le début de l'exercice, le nombre élevé d'occasions d'affaires et notre carnet de commandes appuient nos perspectives de croissance. Les flux de trésorerie disponibles étaient encore solides ce trimestre, et ont augmenté de plus de 200 millions \$ depuis le début de l'exercice par rapport à l'an dernier, ce qui renforce notre situation financière déjà solide. »

En plus de publier les résultats trimestriels, CAE a annoncé son intention de mettre en place une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, qui devrait commencer peu de temps après que les approbations réglementaires sont obtenues. Les actions ordinaires pouvant faire l'objet d'un rachat sur une période d'environ un an aux termes de cette offre publique représentent jusqu'à deux pour cent (2 %) des actions ordinaires émises et en circulation de CAE. Cette offre publique est mise en place dans le cadre de la stratégie de gestion des capitaux de CAE et sera utilisée principalement pour atténuer l'effet de dilution des actions émises en vertu des régimes d'options d'achat d'actions et de réinvestissement des dividendes de CAE.

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Les produits des activités ordinaires du secteur Civil se chiffrent à 334,7 millions \$ au troisième trimestre, en hausse de 4 % comparativement à la même période l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires ont atteint 1 036,1 millions \$, en hausse de 12 % par rapport à la même période l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel* s'élève à 55,3 millions \$ (16,5 % des revenus) ce trimestre, en hausse de 3 % comparativement au troisième trimestre l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel est de 162,4 millions \$ (15,7 % des revenus), en hausse de 9 % par rapport à la même période l'an dernier. Le taux d'utilisation* des centres de formation est de 73 % ce trimestre.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé une série de contrats portant sur des solutions de formation avec des clients au Moyen-Orient, en Europe, en Asie et en Amérique du Nord. Ces contrats incluent la vente de 9 simulateurs de vol (FFS) et de programmes de formation auprès de compagnies aériennes et d'exploitants d'aéronefs d'une valeur de 389,9 millions \$. Des accords avec de nouveaux clients incluent un contrat exclusif de formation des pilotes à long terme avec KLM Cityhopper et Air Europa, et des renouvellements et prolongations de contrats de services de formation avec Arab Wings, Shenzhen Airlines et Spring Airlines. Le ratio des commandes/ventes* du secteur Civil s'établit à 1,16 ce trimestre et à 1,11 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil a atteint 3,09 milliards \$ au troisième trimestre.

Défense et sécurité (Défense)

Les produits des activités ordinaires du secteur Défense se chiffrent à 253,3 millions \$ ce trimestre, en hausse de 17 % comparativement au troisième trimestre l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires ont atteint 676,4 millions \$, en hausse de 9 % par rapport à la même période l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel s'élève à 29,7 millions \$ (11,7 % des revenus) ce trimestre, en hausse de 4 % comparativement au troisième trimestre l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel se chiffre à 81,7 millions \$ (12,1 % des revenus), en hausse de 7 % par rapport à la même période l'an dernier.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a signé un contrat visant à fournir à la U.S. Air Force un dispositif d'entraînement de haute fidélité simulant le fuselage de l'avion de transport C-17 et de l'avion-citerne KC-135 qui peut être utilisé et configuré pour des missions d'évacuation aéromédicale. Toujours pour la U.S. Air Force, le secteur Défense a obtenu un contrat de la part de Lockheed Martin pour réaliser diverses mises à niveau et mises à jour des simulateurs de l'avion de transport C-130J. Parmi les commandes qui concernent le réseau existant de dispositifs en service, notons le contrat de mise à niveau du dispositif d'entraînement aux missions Lynx de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition et le contrat de mise à niveau des simulateurs d'hélicoptères MRH90 des forces armées australiennes. Dans le domaine terrestre, le secteur Défense a reçu une commande de la part de la U.S. Army pour développer des dispositifs d'entraînement pour les chars de combat Abrams dans le cadre d'un contrat de vente de matériel militaire à l'étranger. Au total, le secteur Défense a reçu des commandes de 128,5 millions \$ ce trimestre, ce qui représente un ratio des commandes/ventes de 0,51. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,98. Le carnet de commandes du secteur Défense a atteint 3,3 milliards \$ au troisième trimestre.

Santé

Les produits des activités ordinaires pour le secteur Santé se chiffrent à 28,3 millions \$ au troisième trimestre, comparativement à 21,3 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel s'établit à 1,6 million \$ (5,7 % des revenus) ce trimestre, comparativement à 0,5 million \$ (2,3 % des revenus) l'an dernier.

Au cours du trimestre, CAE Santé a vendu de nouveaux produits y compris son modèle de formation musculosquelettique CAE Blue Phantom, le premier modèle de formation pour l'évaluation et les procédures guidées par échographie du genou. D'importants contrats ont été signés au cours du trimestre, notamment un contrat conclu avec l'U.S. Department of Defense portant sur la fourniture de 57 simulateurs de patients et services de formation au Medical Education and Training Campus. Toujours avec des clients militaires américains, CAE Santé a vendu des simulateurs de patients, des didacticiels et des services de recrutement à une installation de formation aéromédicale militaire.

Autres points saillants financiers

Les flux de trésorerie disponibles provenant des activités poursuivies affichent une valeur positive de 194,4 millions \$ au troisième trimestre, comparativement à 70,0 millions \$ à la même période l'an dernier. L'augmentation est principalement attribuable à un investissement plus faible dans le fonds de roulement hors trésorerie* et à une hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies. Depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles affichent une valeur positive de 234,9 millions \$, soit une augmentation de 202,9 millions \$ par rapport à la même période l'an dernier.

Pour le trimestre, l'impôt sur le résultat est de 8,5 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 13 %, comparativement à 20 % au troisième trimestre de l'exercice 2015. La diminution du taux d'imposition ce trimestre découle d'un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions et d'incitatifs fiscaux applicables aux fabricants américains. Abstraction faite de l'incidence des incitatifs fiscaux, la charge d'impôt sur le résultat aurait été de 10,9 millions \$ ce trimestre.

Les dépenses d'investissement en immobilisations* liées à la croissance et à la maintenance totalisent 29,2 millions \$ ce trimestre et 78,0 millions \$ depuis le début de l'exercice.

La dette nette* s'élève à 794,9 millions \$ ce trimestre, comparativement à 971,7 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le ratio de la dette nette sur le capital total de CAE a diminué à 29,0 % comparativement à 38,3 % au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Le rendement du capital utilisé* (RCU) a atteint 11 % ce trimestre, comparativement à 10,5 % au troisième trimestre de l'exercice précédent.

CAE versera un dividende de 7,5 ¢ par action le 31 mars 2016 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 15 mars 2016.

*Ce rapport inclut des mesures hors PCGR et autres mesures financières. Pour plus de renseignements et un rapprochement détaillé de ces mesures, veuillez vous référer au point 5 du rapport de gestion de CAE.

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 31 décembre 2015

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016

Produits des activités ordinaires poursuivies stables par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015

- Les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 616,3 millions \$ ce trimestre, ce qui est stable par rapport au trimestre précédent et représente une hausse de 57,2 millions \$, soit 10 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015;
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont chiffrés à 1 790,1 millions \$, en hausse de 175,4 millions \$, soit 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en baisse par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015

- Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 57,9 millions \$ (soit 0,21 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 75,3 millions \$ (soit 0,28 \$ par action) au trimestre précédent, en baisse de 17,4 millions \$, soit 23 %, et comparativement à 52,1 millions \$ (soit 0,20 \$ par action) au troisième trimestre de l'exercice 2015, en hausse de 5,8 millions \$, soit 11 %;
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est chiffré à 178,1 millions \$ (soit 0,67 \$ par action), comparativement à 137,9 millions \$ (soit 0,52 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 40,2 millions \$, soit 29 %;
- Les éléments particuliers pris en compte dans le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société sont des coûts de restructuration de 2,0 millions \$ (1,5 million \$ après impôt, soit 0,01 \$ par action) pour le trimestre écoulé et de 12,1 millions \$ (9,0 millions \$ après impôt, soit 0,03 \$ par action) pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, ainsi qu'un élément fiscal non récurrent de 29,4 millions \$ (soit 0,11 \$ par action) comptabilisé au trimestre précédent. Pour le trimestre écoulé, le résultat net avant les éléments particuliers¹ s'est établi à 59,4 millions \$ et le résultat par action avant les éléments particuliers¹, à 0,22 \$. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, le résultat net avant les éléments particuliers a totalisé 157,7 millions \$ et le résultat par action avant les éléments particuliers a atteint 0,59 \$;
- Pour le trimestre écoulé, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société tient compte d'un résultat des activités abandonnées correspondant à une perte de 0,2 million \$ (soit néant par action), comparativement à une perte de 6,5 millions \$ (soit 0,02 \$ par action) au trimestre précédent et à un bénéfice de 0,9 million \$ (soit néant par action) au troisième trimestre de l'exercice 2015. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, le résultat des activités abandonnées correspond à une perte de 7,2 millions \$ (soit 0,03 \$ par action), comparativement à une perte de 0,2 million \$ (soit néant par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Flux de trésorerie disponibles¹ liés aux activités poursuivies positifs de 194,4 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies ont affiché une valeur positive de 214,9 millions \$ ce trimestre, comparativement à 126,3 millions \$ au trimestre précédent et à 91,5 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 15,7 millions \$ ce trimestre, à 16,0 millions \$ au trimestre précédent et à 9,9 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes en trésorerie se sont établis à 12,4 millions \$ ce trimestre, à 12,1 millions \$ au trimestre précédent et à 12,0 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Capital utilisé¹ en baisse de 57,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

- Le fonds de roulement hors trésorerie¹ a diminué de 91,2 millions \$ pour s'établir à 125,3 millions \$ à la fin du trimestre;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 24,3 millions \$;
- Les autres actifs non courants et les autres passifs non courants ont respectivement progressé de 21,9 millions \$ et de 12,6 millions \$;
- La dette nette¹ s'établissait à 794,9 millions \$ à la fin du trimestre, comparativement à 936,8 millions \$ à la fin du trimestre précédent.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

COMMANDES²

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes² pour le trimestre s'est établi à 0,89 (ratio de 1,16 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 0,51 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,00 pour le secteur Santé). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,06 (ratio de 1,11 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 0,98 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,00 pour le secteur Santé);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 546,7 millions \$, comparativement à 826,1 millions \$ au trimestre précédent et à 673,4 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2015;
- Le carnet de commandes total², qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées, s'établissait à 6 367,2 millions \$ au 31 décembre 2015.

Solutions de formation pour l'aviation civile

- Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a signé des contrats d'une valeur prévue de 389,9 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 9 simulateurs de vol (FFS).

Défense et sécurité

- Le secteur Défense et sécurité a obtenu des contrats d'une valeur de 128,5 millions \$.

Santé

- Le secteur Santé a reçu de nouvelles commandes évaluées à 28,3 millions \$.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous*, *notre*, *nos*, *CAE* et *la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice* et *2016* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2016;
- *Le dernier exercice*, *l'exercice précédent* et *l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2015;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 10 février 2016 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes qui les complètent pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2015. Nous l'avons préparé pour aider le lecteur à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au troisième trimestre de l'exercice 2016. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2015 et à nos états financiers consolidés annuels, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2015. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel 2015 vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de la Société dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Risques et incertitudes liés à nos activités;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- S'il est fort probable qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les facteurs économiques affectant la demande dans le secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de R-D, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, la responsabilité environnementale, les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les systèmes de technologie de l'information, la cybersécurité, la durée du cycle de vente et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, l'instabilité politique, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes influant sur nos activités vous sont fournies dans notre rapport annuel de 2015. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités futures.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial des solutions de formation destinées aux secteurs de l'aviation civile, de la défense et de la sécurité, et des soins de santé. Nous concevons et intégrons les solutions de formation les plus complètes de l'industrie, grâce aux connaissances et à l'expertise de nos 8 000 employés, à nos technologies de simulation de calibre mondial et à près de 70 ans d'innovation en matière de services et de technologies. Notre présence internationale est la plus importante du secteur, grâce à 160 établissements et centres de formation répartis dans 35 pays, y compris les activités que nous exerçons en coentreprise, et au plus important parc de simulateurs de vol. Nous assurons chaque année la formation de plus de 120 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Notre vision est d'être reconnu mondialement comme le partenaire de choix en formation en vue de renforcer la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3.3 Nos activités

Nous fournissons des solutions de formation intégrées à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces armées, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des fabricants OEM.

MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol pour l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.

Grâce à nos solutions de formation exhaustives dans le secteur de l'aviation, nous répondons aux besoins des pilotes professionnels pendant toute leur carrière, d'élève-pilote à commandant. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation sur avions commerciaux et sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Notre vaste expertise du secteur, notre crédibilité sans faille, notre réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous sommes bien établis en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, et nous dominons le marché dans les régions à forte croissance de la Chine, de l'Europe de l'Est, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants commerciaux, d'affaires et d'hélicoptères.

Nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans une trentaine de pays. Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des ententes de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous exploitons actuellement 258 FFS, y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et des solutions complètes intégrant les données de vol et les données de simulation de manière à mieux comprendre la performance des apprenants. CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol dans le monde avec 9 écoles de pilotage et un parc de plus de 170 avions. CAE Parc Aviation est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision.

Nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de dispositifs de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des FFS ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation au vol et d'outils de formation comme des logiciels, des didacticiels et des aides à la formation faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Qualité, fidélité et fiabilité sont au cœur du matériel de simulation de vol de marque CAE. Nos processus sont en constante évolution et nous sommes le chef de file du marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux ainsi que pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Nous avons récemment conçu des simulateurs pour les Airbus A350 XWB et A320Neo, le Cirrus SF50, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR42/72-600, les Bombardier CSeries, les Global 5000/6000 et Global 7000/8000, le Dassault Falcon 5X ainsi que les ARJ21 et C919 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Notre équipement de simulation de vol, incluant nos FFS, est conçu pour satisfaire aux exigences rigoureuses concernant leur longue durée de vie utile, laquelle peut se prolonger pendant plusieurs décennies d'usage constant. Nous offrons également le meilleur soutien qui soit grâce à une gamme complète de produits et à notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de service.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur le marché de l'aviation civile est déterminée par les facteurs suivants :

- Réglementation en matière d'attestation des pilotes;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés;
- Croissance du parc d'avions en service;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes.

Réglementation en matière d'attestation des pilotes

L'aviation civile est un secteur régi par des normes mondiales et nationales strictes, notamment en ce qui a trait aux licences et aux attestations des pilotes. Les exigences de formation sont obligatoires, récurrentes et sont réglementées par les autorités réglementaires aéronautiques nationales et internationales telles que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) et la Federal Aviation Administration (FAA).

Les récents modes d'attestation des pilotes et l'évolution des exigences réglementaires augmentent le recours à la formation fondée sur la simulation. La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote joue un rôle plus important dans le monde avec la formation de licence de pilote en équipage multiple (MPL), avec la formation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de décrochage et de perte de contrôle, et avec les exigences visant la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis. Divers organismes de réglementation nationaux et régionaux du secteur de l'aviation ont mis en place des exigences réglementaires, normes et directives en la matière.

La MPL est une méthode alternative en matière de formation et d'attribution de licences que nous offrons en plus de l'ATPL. La MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation afin d'amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes dans un environnement propre aux transporteurs aériens. En moyenne, les deux tiers de la formation initiale dans le cadre des programmes de MPL du secteur s'effectuent sur des dispositifs de simulation et le tiers restant, sur des appareils réels, comparativement à une formation traditionnelle sur des appareils réels à hauteur de 80 % à 90 % pour les licences initiales. À ce jour, une cinquantaine de pays ont adopté des règles relatives aux MPL et plus de 15 d'entre eux appliquent déjà celles-ci aux fournisseurs de formation et aux transporteurs. Certains transporteurs en Asie, au Moyen-Orient et en Europe font appel aux programmes de MPL de CAE. À mesure que la méthode MPL poursuit son élan, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

La croissance du trafic aérien se traduit par une demande accrue pour l'équipage de conduite, le personnel de cabine, le personnel de maintenance et le personnel au sol, ce qui propulse la demande de solutions de formation.

Dans le secteur de l'aviation commerciale, le trafic aérien a progressé à un taux moyen d'environ 5 % au cours des 20 dernières années, et le secteur de l'aéronautique prévoit généralement que la croissance moyenne à long terme du trafic aérien sera d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Pour l'année civile 2015, le trafic passagers a progressé de 6,5 % dans le monde comparativement à l'année civile 2014. Les marchés émergents continuent d'afficher la meilleure performance; le trafic passagers ayant progressé de 10,0 % au Moyen-Orient, de 8,6 % en Asie et de 6,7 % en Amérique latine, alors qu'il s'est accru de 5,1 % en Europe et de 4,3 % en Amérique du Nord.

Selon la FAA, le nombre total de vols d'avions d'affaires, qui comprend tous les vols intérieurs et internationaux, a poursuivi son évolution, affichant une progression de 1,2 % au cours des 12 derniers mois. Il existe un lien étroit entre le niveau de rentabilité des entreprises et la croissance économique et la demande pour les vols d'avions d'affaires. Pour ce qui est des solutions de formation sur hélicoptères, la demande est principalement tributaire du niveau d'activité extracôtière dans le secteur du pétrole et du gaz, les exploitants d'hélicoptères oeuvrant dans ce secteur constituant la majorité de la clientèle de ce segment de formation relativement restreint. La baisse prolongée des prix du pétrole a donné lieu à une diminution de la demande des exploitants d'hélicoptères extracôtiers.

Des perturbations importantes comme une instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une récession prolongée ou d'autres événements mondiaux d'envergure sont autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance du trafic aérien.

Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés

La demande de professionnels de l'aviation est tributaire de la croissance du trafic aérien, du nombre de départs à la retraite de pilotes et des livraisons d'avions. L'expansion des économies mondiales et des flottes des transporteurs s'est traduite par une pénurie de personnel qualifié nécessaire pour répondre à cette capacité croissante. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages et le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil. Dans une étude publiée en 2011, l'OACI conclut que quelque 26 000 nouveaux pilotes seront nécessaires chaque année à l'échelle mondiale d'ici 2030 pour soutenir une croissance annuelle moyenne de 5 % du trafic passagers. Pour soutenir cette croissance, le secteur de l'aéronautique devra se doter de solutions innovatrices qui satisferont aux besoins de formation d'une nouvelle génération, donnant lieu à une hausse de la demande de services et de produits de formation fondée sur la simulation.

Croissance du parc d'avions en service

Les carnets de commandes records et la croissance soutenue du trafic passagers et de la capacité des transporteurs aériens dans le monde laissent présager une croissance continue du parc d'avions commerciaux en service et, par conséquent, du besoin de solutions de formation des pilotes. De plus, l'essentiel du carnet de commandes est composé de plateformes d'appareils perfectionnés, ce qui propulse la demande pour de nouveaux types de solutions de formation.

La flotte mondiale d'avions commerciaux a progressé à un taux annuel moyen de 3,1 % au cours des 20 dernières années et devrait afficher un taux moyen de croissance d'environ 3,6 % par année au cours des deux prochaines décennies en raison de l'augmentation de la demande provenant des marchés émergents et des transporteurs à bas prix de même que du remplacement d'appareils dans les marchés établis. Dans le monde, la taille de la flotte d'avions commerciaux s'est accrue de 4,1 % entre décembre 2014 et décembre 2015, affichant une hausse de 8,6 % au Moyen-Orient et de 8,2 % en Asie, alors qu'elle a affiché une croissance modeste en Amérique latine, en Amérique du Nord et en Europe.

Nous sommes en bonne position pour tirer parti de notre expertise technologique pour fournir des solutions de formation, notamment les FFS de Série CAE 7000XR, les dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC}, les programmes de formation complets et l'expansion de notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation.

Les fabricants OEM de jets d'affaires ont annoncé leur intention de lancer de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques visant à améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment le rayon d'action, la rapidité, l'efficacité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires, dont les Bombardier Global 7000/8000, les Embraer Legacy 450 et 500, les Cessna Citation Latitude et Longitude, le Dassault Falcon 5X, les Gulfstream 500/600, le Cirrus SF50, le Pilatus PC-24 et le HondaJet de Honda.

Les livraisons de nouveaux appareils propulsent la demande pour des services et produits de formation; toutefois, les programmes pourraient subir des retards qui se répercuteraient sur les contrats de formation, les prises de commandes et les livraisons de FFS.

Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes

La concurrence est vive dans le secteur de l'aviation commerciale, ce qui oblige les exploitants à constamment mettre en œuvre des initiatives d'excellence opérationnelle et d'efficacité pour générer des rendements adéquats tout en maintenant les normes de sécurité les plus strictes qui soient et en cultivant la confiance des voyageurs. Il est de plus en plus intéressant pour les transporteurs de miser sur l'expertise en formation de partenaires dignes de confiance comme CAE pour combler les lacunes d'efficacité grandissantes, les questions de capacité des pilotes, l'évolution de la réglementation et de l'environnement de formation et le grand nombre de nouveaux programmes d'appareils. En s'associant à un fournisseur de formation comme CAE, les transporteurs ont immédiatement accès à une flotte internationale de simulateurs, à des cours, à des programmes et à des instructeurs, et ils sont ainsi plus à même de mettre en place les flottes d'appareils qui répondent le mieux à leurs besoins.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.

Nous sommes un chef de file mondial de l'élaboration et de la livraison de solutions de formation réelle, virtuelle et constructive (LVC) intégrées destinées aux forces de défense. Notre expertise englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des systèmes aériens sans pilote (UAS). Nous offrons également des solutions de formation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, des solutions de simulation constructive pour la formation du personnel de commandement et d'état-major ainsi que des systèmes d'entraînement tactique à la guerre maritime. Nous fournissons des solutions de formation aux organismes gouvernementaux, notamment en matière de gestion des urgences et des catastrophes. Nous nous tournons de plus en plus vers des programmes d'une envergure plus vaste qui nécessitent l'intégration de l'entraînement LVC, étant donné que les forces de défense et de sécurité s'efforcent de faire davantage appel à l'entraînement virtuel et d'équilibrer leurs programmes de formation de manière à maximiser la préparation et l'efficacité.

Nous sommes particulièrement bien placés en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, grâce à notre capacité d'offrir à nos clients une gamme complète de solutions de LVC innovatrices allant de la formation en classe, virtuelle et interactive des pilotes aux répétitions de missions immersives et menées en coopération dans un environnement synthétique. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels d'entraînement de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et les capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de la fourniture et de l'exploitation de solutions d'entraînement dans une variété de modèles d'affaires, dont des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par l'entreprise; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons notamment des services d'analyse des besoins en formation, des services de conception de systèmes d'entraînement, des systèmes de gestion de l'apprentissage, des installations spécialisées, des dispositifs d'entraînement synthétique de pointe, des services d'élaboration de programmes d'entraînement et de didacticiels, des services de formation en classe, sur simulateur et en vol, des services de maintenance et de soutien logistique, des services de gestion du cycle de vie et d'intégration technologique, ainsi que des solutions de financement.

Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 forces de défense dans environ 35 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe, des services d'entraînement sur simulateur et du soutien en vol dans plus de 80 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous offrons de plus en plus notre expertise dans l'intégration des systèmes de formation en matière d'activités aériennes, terrestres, maritimes et de sécurité publique afin d'aider nos clients à créer un programme de formation intégré et immersif fondé sur l'entraînement LVC. Nous offrons également un grand nombre de services professionnels fondés sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur les marchés de la défense et de la sécurité est déterminée par les facteurs suivants :

- Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients;
- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées de recourir davantage à la formation synthétique;
- Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation;
- Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance;
- Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition;
- Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement.

Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients

La majorité des forces de défense dans les marchés parvenus à maturité comme les États-Unis ont ralenti la production de nouvelles plateformes et reporté à plus tard les nouvelles acquisitions, ce qui a poussé les forces militaires à maximiser l'utilisation de leurs plateformes existantes. Les mises à niveau, la modernisation et les programmes de prolongation de la durée d'utilité permettent aux forces de défense d'exploiter leurs actifs existants tout en créant un éventail d'occasions de mises à niveau de simulateurs et de services de soutien à la formation. Les plateformes durables comme l'avion de transport C-130 Hercules, qui est utilisé dans plus de 60 pays, constituent un solide réseau permettant de générer de nouvelles affaires. Grâce à son important réseau existant de simulateurs installés dans le monde et à son expérience des grandes plateformes durables, CAE est en excellente position pour assurer la mise à niveau et la modernisation récurrentes des produits, de même que pour offrir des services de maintenance et de soutien. De plus, il existe une forte demande pour des plateformes américaines et européennes durables, dont le C-130, le P-8A, le MH-60R et les MQ-1/MQ-9, dans des marchés dont les budgets de défense sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient, représentant ainsi des occasions de fournir des nouveaux systèmes et services de formation pour des plateformes que CAE connaît très bien.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées d'avoir davantage recours à la formation synthétique

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter la formation synthétique pour leur programme de formation en raison de la plus grande efficacité, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs, des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à l'entraînement sur les plateformes de systèmes d'armes réelles et des coûts nettement plus faibles. La formation synthétique offre aux forces armées un moyen économique de s'entraîner à toutes sortes de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Le coût élevé de l'entraînement sur appareil et la volonté de réserver les appareils pour un usage opérationnel sont deux facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation synthétique. La nature de l'entraînement axé sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil; cependant, la transition vers un recours accru à la formation synthétique est en progression. La U.S. Navy indique que la place réservée à la formation fondée sur la simulation sur certaines de ses plateformes d'appareils existantes pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020, et le programme pour certains nouveaux appareils comme le P-8A est articulé autour de la formation synthétique à hauteur d'environ 70 %. Étant donné les coûts élevés associés à l'exécution d'exercices d'entraînement sur appareil, la plupart des forces de défense commencent à modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation LVC afin de consacrer une plus grande partie du programme de formation à la simulation virtuelle et constructive. Par exemple, CAE a soutenu la participation de la Royal Australian Air Force (RAAF) à l'exercice *Coalition Virtual Flag*, ce qui a permis à la RAAF de bénéficier d'un entraînement qui n'aurait peut-être pas été possible avec de véritables aéronefs.

Aux États-Unis, les changements de priorités et les retards de programmes, surtout dans une année électorale, signifient que le calendrier des attributions de contrats demeurera difficile à établir; les services militaires américains tentant d'équilibrer capacité, compétences et préparation. Cette situation pourrait influencer sur la croissance à court terme de nos produits des activités ordinaires et de nos résultats; en revanche, notre bassin d'offres et de propositions actives est bien rempli, et nous sommes d'avis que l'entrave à la croissance n'est pas la taille du marché, mais plutôt le moment auquel l'approvisionnement aura lieu. En Europe, l'incertitude fiscale et la rationalisation de la structure des forces armées ont ralenti les programmes d'acquisition. L'adoption accrue de la formation fondée sur la simulation contrebalance toutefois cette diminution de la structure des forces. En Asie et au Moyen-Orient, l'acquisition de plateformes perfectionnées donne lieu à un besoin pour les systèmes et services de formation évolués nécessaires à la formation et à la préparation des équipages et des commandants.

Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation

Le rythme accru des opérations, un personnel limité et des pressions budgétaires ont conduit les forces de défense et de sécurité du monde à trouver des partenaires fiables pour les aider à mettre au point, à gérer et à livrer les systèmes d'entraînement nécessaires aux plateformes et opérations complexes d'aujourd'hui. Les forces armées considèrent de plus en plus une approche plus intégrée et « globale » pour ce qui est de l'entraînement. Pour les aider à gérer la complexité et les défis qu'ils doivent relever, de nombreux programmes d'entraînement font désormais appel à des partenaires de l'industrie pour la conception et la gestion d'un système d'entraînement dans son ensemble. CAE utilise l'expression « intégration des systèmes de formation » pour désigner cette approche, et elle a positionné la Société mondialement en tant qu'intégrateur indépendant de systèmes de formation, peu importe la plateforme. Le but ultime pour les forces de défense et de sécurité est de maximiser l'uniformité en vue d'accroître l'efficacité, de réduire les coûts et, plus important encore, d'améliorer la préparation aux missions. L'intégrateur de systèmes de formation tient compte des facteurs réels, virtuels et constructifs pour élaborer un entraînement complet qui répond tant aux besoins du débutant qu'à ceux des troupes appelées à mener des missions opérationnelles interarmées.

Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance

Les forces de défense et les gouvernements gèrent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts sans nuire aux niveaux de préparation et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services d'entraînement, tendance qui devrait se maintenir. Nous estimons que les gouvernements se tourneront de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de services d'entraînement parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement, pour un investissement en capital moins élevé, et qu'elle soutient l'entraînement nécessaire à l'atteinte du niveau de préparation souhaité. Par exemple, nous poursuivons la livraison de nouveaux dispositifs d'entraînement au vol pour la prestation de services d'entraînement des équipages du T-44C offerts par CAE à l'U.S. Navy et au Marine Corps, dans le cadre d'un contrat à long terme en vertu duquel CAE offre des services d'entraînement des équipages du T-44C aux termes d'un programme de services de formation appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci, l'un des premiers programmes en son genre aux États-Unis. Nous estimons que ce type de programme de prestation de services d'entraînement deviendra de plus en plus intéressant pour les forces de défense dans le monde.

Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition

Les forces armées se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions, et pour accroître l'intégration et la mise en réseau de systèmes de formation disparates afin que les forces militaires puissent s'entraîner dans un monde virtuel. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément à l'entraînement et aux exercices de préparation traditionnels. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Par exemple, l'Aviation royale canadienne (ARC) a annoncé sa Stratégie de simulation 2025, en vertu de laquelle elle se dotera d'un système combinant l'instruction réelle, virtuelle et constructive au sein d'un environnement synthétique commun connecté à un réseau. L'ARC modernisera son programme d'entraînement actuel axé sur les aéronefs au profit d'un système axé sur les technologies de simulation de pointe, ce qui permettra l'entraînement des équipages dans un espace de combat virtuel. Nous préconisons activement les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune, qui facilitent l'entraînement aux missions intégré et en réseau. Les forces de défense des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie ont publié des stratégies similaires.

Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement

Nous nous allions à des fabricants du secteur de la défense et de la sécurité en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les fabricants OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de systèmes de formation. Par exemple, Boeing a conçu l'avion de patrouille maritime P-8A; Airbus Military a vendu et continue de commercialiser l'A330 MRTT et le C295 partout dans le monde; Alenia Aermacchi et BAE Systems vendent les avions d'entraînement M-346 et Hawk pour la formation initiale des pilotes de chasse; et AgustaWestland poursuit la conception d'un éventail d'hélicoptères comme l'AW139, l'AW169 et l'AW189. En outre, Lockheed Martin commercialise avec succès des variantes de l'avion de transport C-130J Hercules et a maintenant conclu l'acquisition de Sikorsky, ajoutant ainsi les variantes de l'hélicoptère H-60 à son catalogue. Nous avons des relations bien établies avec chacun des fabricants OEM pour ces plateformes. Nous avons également un protocole d'entente avec General Atomics Aeronautical Systems, le chef de file mondial de la fabrication de systèmes aériens sans pilote, dans le but d'offrir des solutions de formation sur les aéronefs télépilotes Predator/Reaper de GA-ASI, et nous avons signé un contrat visant le développement d'un système d'entraînement Predator/Reaper pour la Force aérienne italienne.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous concevons, fabriquons et commercialisons des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, et offrons des services de consultation et des didacticiels pour la formation des étudiants en soins médicaux et paramédicaux ainsi que des cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense partout dans le monde.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée de produits et de services de simulation médicale sur le marché, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'interventions (chirurgicales), des solutions audiovisuelles, des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation en soins de santé. Nous avons vendu des simulateurs à des clients dans plus de 80 pays qui sont actuellement desservis par notre réseau en Allemagne, en Australie, au Brésil, au Canada, aux États-Unis, en Hongrie, en Inde, au Royaume-Uni et à Singapour. Nous sommes le chef de file du marché des simulateurs de patients haute fidélité qui sont uniques, grâce à nos modèles de physiologie humaine complexes simulant les réactions humaines aux interventions cliniques. Notre plus récente innovation, un simulateur d'accouchement permettant de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares, a été conçue pour conjuguer fiabilité et réalisme exceptionnels sur le marché des simulateurs de patients haute fidélité. Nous offrons notamment des services et un soutien continu, tels que des solutions de gestion de centres de simulation pour la formation en soins de santé, où nous sommes un chef de file sur le marché. Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous sommes la seule société à offrir de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Canada. Notre Académie Santé compte un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré plus de 500 trousseaux de didacticiels d'apprentissage simulé en milieu clinique à l'intention de nos clients. Nous offrons des services de consultation et de gestion de projets clés en main dans le cadre de programmes de simulation dans le domaine des soins de santé. Notre équipe OEM livre des solutions de formation adaptées aux fabricants d'appareils médicaux et a tout récemment mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à positionner la pompe cardiaque Impella d'AbioMed, sous fluoroscopie et échographie.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de plus en plus importante de la simulation dans le secteur des soins de santé;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients;
- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies médicales.

Utilisation de plus en plus importante de la simulation dans le secteur des soins de santé

Une étude récente du marché mondial de la simulation dans le secteur des soins de santé, portant sur les produits et les services, établit à environ 860 millions \$ la valeur du marché en 2014 et indique que ce marché devrait s'accroître à un taux de croissance annuel composé de 19,1 % de 2014 à 2019. L'Amérique du Nord est le plus important marché de la simulation en soins de santé, suivie de l'Europe et de l'Asie. Ce marché comprend à la fois des produits et des services dans les catégories suivantes : simulateurs de patients haute fidélité, simulateurs d'interventions, dispositifs de formation aux tâches moyenne ou basse fidélité, simulateurs d'échographie, solutions audiovisuelles, solutions de gestion de centres de simulation, environnements cliniques simulés et services de formation. Aux États-Unis, la demande importante en services de soins de santé découle notamment de l'augmentation de l'espérance de vie et de la génération du baby-boom, ce qui a entraîné une hausse des dépenses en soins de santé. Les Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS) des États-Unis estiment à 5,7 % la croissance annuelle moyenne des dépenses nationales en soins de santé pour les 10 prochaines années. Les hôpitaux sont de plus en plus incités à être plus sécuritaires et à améliorer leur efficacité, ce qui stimule la demande pour la formation. Des éléments de plus en plus nombreux démontrent que la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les erreurs médicales, ce qui peut contribuer à atténuer le taux d'augmentation du coût des soins de santé.

Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients

Selon une étude publiée dans le *Journal of Patient Safety*, jusqu'à 440 000 personnes meurent chaque année aux États-Unis en raison d'événements indésirables évitables survenus pendant leur traitement, ce qui en fait la troisième plus importante cause de décès. Dans le cadre d'une étude, l'International Society for Pharmacoeconomics and Outcomes Research évalue à plus de 1 milliard \$ le coût mesurable des erreurs médicales pour les hôpitaux américains en 2009. Grâce à la formation fondée sur la simulation, les cliniciens peuvent accroître leur confiance, leurs connaissances et leur expertise en vue d'améliorer la sécurité des patients dans un environnement sans risque. La simulation est un élément nécessaire ou recommandé d'un mouvement croissant vers l'évaluation et la certification à enjeux élevés, notamment, aux États-Unis, en matière de maintien de la certification en anesthésie (MOCA), d'éléments de chirurgie par laparoscopie (FLS) et de soins avancés de réanimation traumatologique (ATLS). En outre, l'Accreditation Council for Graduate Medical Education (ACGME) évolue vers une évaluation axée sur les résultats ayant des critères précis d'évaluation et de comparaison de la performance, ce qui favorise l'adoption de produits et de formation fondés sur la simulation.

Accès limité à de vrais patients pendant la formation

L'éducation médicale a toujours été une formation d'apprenti dans le cadre de laquelle l'étudiant administre des soins aux patients sous la supervision d'une personne plus expérimentée. Ainsi, les étudiants jouent un rôle plus limité et font moins souvent face à des interventions risquées, à des complications rares et à des décisions critiques. Le recours à la simulation dans le cadre des programmes de formation professionnelle complète l'apprentissage classique, expose les étudiants à des événements risqués peu fréquents et leur permet de développer leurs compétences cliniques et leur sens critique. La simulation offre une expérience de formation uniforme et reproductible et permet de s'exercer sur une variété de patients et de scénarios qu'il ne serait pas possible d'égaliser en pratique clinique normale. Par exemple, notre simulateur d'accouchement Fidelis Lucina est conçu pour permettre aux équipes médicales de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi que des procédures complexes associées à des urgences rares. Le modèle de formation et d'éducation est en évolution, comme l'ont montré les corps militaires dans le monde et, tout récemment, le Pentagone américain, qui ont dans la plupart des cas interdit d'effectuer des tests sur des tissus vivants dans le cadre de la formation médicale. Les simulateurs de CAE Santé représentent une solution alternative peu risquée en matière de procédures d'intervention pour sauver des vies, de réponse à une catastrophe majeure et d'administration d'anesthésie.

Révolution dans le domaine des technologies médicales

L'évolution des technologies médicales favorise l'utilisation de la simulation. Les nouveaux dispositifs médicaux et les procédures de pointe, comme l'échographie intracardiaque, les dispositifs d'assistance cardiaque et l'amélioration des techniques de ventilation mécanique, nécessitent des solutions de formation évoluées, comme la simulation, pour l'élaboration de produits à l'interne et la formation des clients. Les organismes de réglementation et de certification resserrent constamment leurs exigences voulant que les cliniciens soient formés avant l'adoption de bouleversements technologiques, tâche pour laquelle la simulation est parfaitement adaptée. En tant que partenaire de choix des principaux fabricants OEM, nous continuons de collaborer à la prestation de formation innovatrice et adaptée visant les nouvelles technologies, comme pour la pompe cardiaque Impella d'AbioMed.

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	31 décembre 2015	30 septembre 2015	Augmentation	31 mars 2015	Augmentation
Dollar américain (\$ US)	1,38	1,34	3 %	1,27	9 %
Euro (€)	1,50	1,50	-	1,36	10 %
Livre sterling (£)	2,04	2,02	1 %	1,88	9 %

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	31 décembre 2015	30 septembre 2015	Augmentation	31 décembre 2014	Augmentation
Dollar américain (\$ US)	1,33	1,31	2 %	1,14	17 %
Euro (€)	1,46	1,46	-	1,42	3 %
Livre sterling (£)	2,02	2,03	-	1,80	12 %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une augmentation de 40,9 millions \$ des produits des activités ordinaires du trimestre et par une augmentation de 3,1 millions \$ du résultat net par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une augmentation de 92,1 millions \$ des produits des activités ordinaires et par une hausse de 9,3 millions \$ du résultat net par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2015. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère du trimestre et de la période de neuf mois aux taux de change mensuels moyens de l'année précédente et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre et la période de neuf mois écoulés.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois de nos champs d'activité :

– **Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette et le montant net des investissements de ces établissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une variation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état consolidé du résultat net de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de production hors du Canada (Allemagne, Australie, États-Unis, Inde et Royaume-Uni)**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par ces établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipement qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

– **Nos activités de production au Canada**

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les soldes de trésorerie, créances et dettes fournisseurs libellées en monnaies étrangères), une part importante de nos produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), alors qu'une part importante de nos dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à atténuer notre exposition au risque de change.

À cet effet, nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon à ce que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. Or, puisque nos produits des activités ordinaires ne sont pas couverts dans leur intégralité, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état consolidé du résultat net. Cette exposition résiduelle peut être plus élevée si les monnaies affichent une importante volatilité à court terme. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts comptabilisés en livres sterling et en euros, nous effectuons également des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant le même nom que fournissent ou utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Carnet de commandes

La valeur des commandes engagées est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat, et prenons en compte la valeur des produits des activités ordinaires attendus. Les produits des activités ordinaires futurs provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les commandes engagées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires, et que le carnet de commandes est néant.

Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus.

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options négociées non exercées dont la probabilité d'exercice est, à notre avis, élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Le carnet de commandes total comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance) corporelles

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio dette nette/capital correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence et les coûts de restructuration. Nous sommes d'avis que cette mesure aide la direction et les investisseurs à évaluer notre performance opérationnelle en continu.

Nombre équivalent de simulateurs

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat net avant les éléments particuliers

Le résultat net avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure de rechange de nos résultats opérationnels. Il correspond à notre résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société majoré des coûts de restructuration après impôt et des éléments fiscaux non récurrents. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration.

Résultat par action avant les éléments particuliers

Le résultat par action avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant l'incidence des coûts de restructuration et des éléments fiscaux non récurrents du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond aux coûts de restructuration après impôt et aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure opérationnelle que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – troisième trimestre de l'exercice 2016

(montants en millions, sauf les montants par action)	T3-2016	T2-2016	T1-2016	T4-2015	T3-2015
Produits des activités ordinaires	616,3	616,8	557,0	631,6	559,1 \$
Coût des ventes	447,8	457,6	399,4	449,6	410,1 \$
Marge brute ³	168,5	159,2	157,6	182,0	149,0 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	27,3	25,8	28,3	28,8	26,6 %
Frais de recherche et de développement ³	20,0	20,3	20,8	19,5	13,6 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	81,5	69,3	71,8	69,4	70,8 \$
Autres profits – montant net	(6,7)	(2,0)	(4,7)	(5,6)	(10,7) \$
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(12,9)	(8,4)	(11,5)	(6,7)	(7,6) \$
Coûts de restructuration	2,0	2,4	7,7	-	- \$
Résultat opérationnel ³	84,6	77,6	73,5	105,4	82,9 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	13,7	12,6	13,2	16,7	14,8 %
Produits financiers	(2,4)	(2,3)	(2,0)	(2,3)	(3,3) \$
Charges financières	21,4	21,4	20,7	20,6	21,1 \$
Charges financières – montant net	19,0	19,1	18,7	18,3	17,8 \$
Résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	65,6	58,5	54,8	87,1	65,1 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	8,5	(17,2)	9,8	20,2	13,1 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées (taux d'imposition)</i>	13	(29)	18	23	20 %
Résultat des activités poursuivies	57,1	75,7	45,0	66,9	52,0 \$
Résultat des activités abandonnées	(0,2)	(6,5)	(0,5)	0,8	0,9 \$
Résultat net	56,9	69,2	44,5	67,7	52,9 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	57,9	75,3	44,9	63,3	52,1 \$
Activités abandonnées	(0,2)	(6,5)	(0,5)	0,8	0,9 \$
	57,7	68,8	44,4	64,1	53,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,8)	0,4	0,1	3,6	(0,1) \$
	56,9	69,2	44,5	67,7	52,9 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	0,21	0,28	0,17	0,24	0,20 \$
De base et dilué – activités abandonnées	-	(0,02)	-	-	- \$
	0,21	0,26	0,17	0,24	0,20 \$

Produits des activités ordinaires poursuivies stables par rapport au trimestre précédent et en hausse de 10 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015

Les produits des activités ordinaires poursuivies sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont régressé de 30,5 millions \$, soit 8 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires attribuable au moment de la vente de simulateurs partiellement construits de notre usine de fabrication. Cette baisse a été neutralisée en partie par l'accroissement du taux d'utilisation de FFS et de la demande de formation, particulièrement en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 27,1 millions \$, soit 12 %, principalement en raison de l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier (FAMB), acquise au trimestre précédent, et de la hausse des produits des activités ordinaires découlant de l'augmentation du niveau d'activité à l'égard des programmes européens et nord-américains, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par le fléchissement des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 2,9 millions \$, soit 11 %, essentiellement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés de nos simulateurs de patients, attribuable en partie à l'incidence favorable des variations du change liée à la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Les produits des activités ordinaires poursuivies sont en hausse de 57,2 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 37,6 millions \$, soit 17 %, principalement en raison de l'intégration de FAMB dans nos résultats, de l'incidence favorable des variations du change liée à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la diminution du niveau d'activité à l'égard des programmes asiatiques et nord-américains;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont progressé de 12,6 millions \$, soit 4 %, principalement en raison de l'incidence favorable des variations du change liée à la conversion des résultats des établissements à l'étranger ainsi que de l'accroissement du taux d'utilisation de FFS et de la demande de formation en Europe et en Amérique. Cette hausse a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires attribuable au moment de la vente de simulateurs partiellement construits de notre usine de fabrication;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 7,0 millions \$, soit 33 %, ce qui s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients attribuable essentiellement à l'incidence favorable des variations du change liée à la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les produits des activités ordinaires poursuivies se sont chiffrés à 1 790,1 millions \$, en hausse de 175,4 millions \$, soit 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 109,1 millions \$, soit 12 %, principalement en raison de l'incidence favorable des variations du change liée à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, l'accroissement du taux d'utilisation de FFS et de la demande de formation en Europe et en Amérique, l'apport des simulateurs récemment déployés dans notre réseau, la demande accrue pour nos services de placement de membres d'équipage et l'augmentation des niveaux de production de notre usine de fabrication;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 53,7 millions \$, soit 9 %, essentiellement du fait de l'incidence favorable des variations du change liée à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et de l'intégration de FAMB dans nos résultats. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains par suite du niveau d'activité accru à l'égard des programmes en voie d'achèvement à l'exercice précédent et du fléchissement du niveau d'activité à l'égard des programmes asiatiques;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 12,6 millions \$, soit 19 %, ce qui s'explique essentiellement par le lancement de nouveaux produits, par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des garanties et par l'incidence favorable des variations du change liée à la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel sectoriel⁴ en hausse de 6,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 3,7 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015

Le résultat opérationnel s'est établi à 84,6 millions \$ ce trimestre, soit 13,7 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 77,6 millions \$, soit 12,6 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 82,9 millions \$, soit 14,8 % des produits des activités ordinaires, au troisième trimestre de l'exercice 2015. Des coûts de restructuration de 2,0 millions \$ ont été comptabilisés ce trimestre, comparativement à 2,4 millions \$ au trimestre précédent, et le résultat opérationnel sectoriel s'est chiffré à 86,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à 80,0 millions \$ au trimestre précédent.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 6,6 millions \$, soit 8 %, par rapport au trimestre précédent. Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 5,2 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 1,3 million \$ pour le secteur Défense et sécurité et de 0,1 million \$ pour le secteur Santé.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 3,7 millions \$, soit 4 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015. Le résultat opérationnel sectoriel a progressé de 1,5 million \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 1,1 million \$ pour le secteur Défense et sécurité et de 1,1 million \$ pour le secteur Santé.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, le résultat opérationnel s'est chiffré à 235,7 millions \$, soit 13,2 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 227,4 millions \$, soit 14,1 % des produits des activités ordinaires, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, la Société a comptabilisé des coûts de restructuration de 12,1 millions \$ et un résultat opérationnel sectoriel de 247,8 millions \$. Le résultat opérationnel sectoriel a progressé de 20,4 millions \$, soit 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de hausses de 13,7 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 5,6 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et de 1,1 million \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Coûts de restructuration* et *Résultats par secteur*.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Montant net des charges financières stable par rapport au trimestre précédent et en hausse de 1,2 million \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015

Le montant net des charges financières est demeuré stable par rapport au trimestre précédent. L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015 s'explique d'abord et avant tout par la diminution du produit d'intérêt.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, le montant net des charges financières a totalisé 56,8 millions \$, en hausse de 4,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des charges financières liées aux obligations de R-D, la baisse du produit d'intérêts et la diminution des coûts d'emprunt inscrits à l'actif de certains actifs non courants.

Taux d'imposition de 13 % pour le trimestre écoulé

Pour le trimestre, la charge d'impôt sur le résultat s'est chiffrée à 8,5 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 13 %, comparativement à un taux d'imposition effectif négatif de 29 % pour le trimestre précédent et de 20 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2015. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, la charge d'impôt sur le résultat a totalisé 1,1 million \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 1 %, comparativement à 22 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le trimestre précédent, nous avons affiché un taux d'imposition négatif de 29 % découlant essentiellement d'éléments non récurrents liés au règlement favorable de différends fiscaux au Canada, neutralisés en partie par l'incidence défavorable de certains contrôles fiscaux et des variations du change ayant donné lieu à des passifs d'impôt différé. Abstraction faite des éléments non récurrents comptabilisés pour le trimestre précédent, le taux d'imposition se serait chiffré à 21 %.

Abstraction faite des éléments non récurrents dont il est question plus haut, la baisse du taux d'imposition du trimestre écoulé par rapport au trimestre précédent s'explique d'abord et avant tout par un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions et par des incitatifs fiscaux accordés aux fabricants américains par le gouvernement des États-Unis. Compte non tenu de l'incidence des incitatifs fiscaux, la charge d'impôt sur le résultat se serait chiffrée à 10,9 millions \$.

La baisse du taux d'imposition du trimestre écoulé par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015 s'explique d'abord et avant tout par un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions et par des incitatifs fiscaux accordés aux fabricants américains par le gouvernement des États-Unis.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, compte non tenu de l'incidence des éléments non récurrents, le taux d'imposition se serait chiffré à 17 %, comparativement à 22 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du taux d'imposition s'explique d'abord et avant tout par le changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions et par des incitatifs fiscaux accordés aux fabricants américains par le gouvernement des États-Unis.

6.2 Résultat des activités abandonnées

Au cours de l'exercice 2015, nous avons décidé de vendre notre division minière afin de concentrer nos ressources et nos investissements en capital dans des occasions de croissance ciblées pour nos trois secteurs principaux : Solutions de formation pour l'aviation civile, Défense et sécurité, et Santé. Les résultats de notre division minière ont été classés et présentés séparément dans les activités abandonnées.

Le 24 juillet 2015, nous avons conclu la vente de notre division minière, connue sous le nom de Datamine, pour un montant total de 32,0 millions \$, excluant un ajustement du fonds de roulement et une contrepartie éventuelle maximale de 10,0 millions \$ sous réserve de l'atteinte de certains résultats financiers.

De plus amples renseignements sont fournis à la note annexe 3 des états financiers consolidés intermédiaires.

6.3 Coûts de restructuration

Afin de renforcer notre position concurrentielle, nous avons mis en œuvre un plan d'amélioration des processus pour bénéficier des avantages de la transformation de nos processus de production et de l'offre de nos produits, ce qui donnera lieu à une réduction de notre effectif. Des coûts de restructuration nets d'un montant après impôt respectif de 1,5 million \$ et de 9,0 millions \$, constitués principalement d'indemnités de départ et autres coûts connexes, ont été inclus dans le résultat net du trimestre écoulé et des neuf premiers mois de l'exercice 2016.

De plus amples renseignements sont fournis à la note annexe 11 des états financiers consolidés intermédiaires.

6.4 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

La valeur de notre carnet de commandes consolidé total était de 6 367,2 millions \$ à la fin du trimestre écoulé. De nouvelles commandes de 546,7 millions \$ ont été ajoutées pour ce trimestre, lesquelles ont été neutralisées en partie par les produits des activités ordinaires de 616,3 millions \$ qu'ont générés nos commandes engagées. L'ajustement de 34,8 millions \$ est essentiellement lié à l'incidence favorable des variations du change. Notre carnet de commandes des coentreprises⁵ s'est établi à 582,8 millions \$ et nos commandes non financées⁵, à 770,8 millions \$.

Carnet de commandes total stable par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2015	Période de neuf mois close le 31 décembre 2015
Commandes engagées en début de période	5 048,4 \$	4 354,1 \$
+ commandes	546,7	1 892,3
- produits des activités ordinaires	(616,3)	(1 790,1)
+/- ajustements	34,8	557,3
Commandes engagées en fin de période	5 013,6 \$	5 013,6 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	582,8	582,8
Commandes non financées	770,8	770,8
Carnet de commandes total	6 367,2 \$	6 367,2 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2015, les ajustements et les commandes non financées tiennent compte de montants respectifs de 383,9 millions \$ et de 73,8 millions \$ au titre de l'acquisition de FAMB au trimestre précédent.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,89. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,06.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Solutions de formation pour l'aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2016	T2-2016	T1-2016	T4-2015	T3-2015
Solutions de formation pour l'aviation civile	55,3	50,1	57,0	61,8	53,8 \$
	16,5	13,7	17,0	16,8	16,7 %
Défense et sécurité	29,7	28,4	23,6	39,5	28,6 \$
	11,7	12,6	12,0	16,8	13,3 %
Santé	1,6	1,5	0,6	4,1	0,5 \$
	5,7	5,9	2,5	14,0	2,3 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	86,6	80,0	81,2	105,4	82,9 \$
Coûts de restructuration	(2,0)	(2,4)	(7,7)	-	- \$
Résultat opérationnel	84,6	77,6	73,5	105,4	82,9 \$

Capital utilisé⁶

<i>(montants en millions)</i>	T3-2016	T2-2016	T1-2016	T4-2015	T3-2015
Solutions de formation pour l'aviation civile	2 022,6	2 075,1	2 023,0	1 984,2	1 887,7 \$
Défense et sécurité	745,7	746,3	749,4	675,5	661,8 \$
Santé	218,2	210,4	197,8	206,5	191,4 \$
	2 986,5	3 031,8	2 970,2	2 866,2	2 740,9 \$

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

7.1 Solutions de formation pour l'aviation civile

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016

Expansions

- Nous avons annoncé avec Líder Aviação l'expansion du programme de formation de notre coentreprise au Brésil avec l'achat d'un FFS représentant l'hélicoptère AW139. Le FFS permettra d'effectuer la formation initiale et périodique des pilotes AW139, ainsi que l'entraînement spécifique aux missions pour diverses applications;
- Nous avons conclu un partenariat avec Gulf Aviation Academy (GAA) pour fournir des services additionnels de formation sur Embraer 170/190 en Europe. Nous déménagerons le FFS et le dispositif de formation Embraer 170/190 de GAA qui ont été construits par CAE vers le centre de formation de CAE à Amsterdam afin de répondre à la demande accrue de formation sur Embraer 170/190 en Europe;
- Nous avons annoncé le déménagement et la mise en service d'un deuxième FFS A320 à notre centre de formation à Barcelone dans le cadre de notre accord de services de formation avec Vueling Airlines, S.A. Nous avons également annoncé que le centre sera agrandi pour accroître les installations de formation et les salles de classe afin de répondre aux exigences croissantes de Vueling.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons annoncé avec Bombardier Avions Commerciaux que le FFS de l'avion CS100 de conception entièrement nouvelle a reçu une qualification provisoire de niveau C.

COMMANDES

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 389,9 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 9 FFS.

Contrats portant sur la fourniture de FFS obtenus au cours du trimestre :

- Deux FFS, soit un Boeing 787 et un Boeing 777, à la Prince Sultan Aviation Academy de Saudi Arabian Airlines;
- Un FFS Airbus A350 à Airbus Asian Training Center;
- Un FFS Airbus A320 à CAE Simulation Training Private Limited, coentreprise d'InterGlobe Enterprises et de CAE;
- Un FFS Mitsubishi MRJ 90 à Mitsubishi Aircraft Corporation;
- Quatre FFS, soit deux Airbus A350, un Boeing 787 et un Boeing 737NG, à des clients nord-américains dont l'identité demeure confidentielle.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2015, le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a enregistré des commandes pour la fourniture de 33 FFS.

Autres principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Un contrat à long terme exclusif avec KLM Cityhopper pour des services de formation des pilotes;
- Un contrat à long terme exclusif avec Air Europa pour des services de formation des pilotes;
- Un renouvellement de contrat à long terme avec Arab Wings pour des services de formation des pilotes;
- Une prolongation du programme de formation des élèves-pilotes visant à former des pilotes additionnels pour Shenzhen Airlines;
- La prolongation d'une entente exclusive à long terme avec Spring Airlines pour des services de formation des pilotes.

Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés et le taux d'utilisation)

	T3-2016	T2-2016	T1-2016	T4-2015	T3-2015
Produits des activités ordinaires	334,7	365,2	336,2	367,6	322,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	55,3	50,1	57,0	61,8	53,8 \$
Marges opérationnelles	16,5	13,7	17,0	16,8	16,7 %
Dotation aux amortissements	34,5	33,4	31,1	30,8	31,0 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	21,3	20,6	21,4	29,4	25,1 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	7,6	10,6	7,2	8,8	11,5 \$
Capital utilisé	2 022,6	2 075,1	2 023,0	1 984,2	1 887,7 \$
Carnet de commandes total	3 085,6	3 003,1	2 789,4	2 903,3	2 586,1 \$
Unités NES ⁷	205	202	203	201	200
FFS déployés	258	259	258	256	246
Taux d'utilisation ⁷	73	64	73	70	68 %

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Produits des activités ordinaires en baisse de 8 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 4 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par le recul des produits des activités ordinaires attribuable au moment de la vente de simulateurs partiellement construits de notre usine de fabrication. Ce recul a été neutralisé en partie par l'accroissement du taux d'utilisation de FFS et de la demande de formation, essentiellement en Europe.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015 est en grande partie attribuable à l'incidence favorable des variations du change liée à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, de même qu'à l'accroissement du taux d'utilisation de FFS et de la demande de formation en Europe et en Amérique. La hausse a été contrebalancée en partie par le repli des produits des activités ordinaires attribuable au moment de la vente de simulateurs partiellement construits de notre usine de fabrication.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont chiffrés à 1 036,1 millions \$, en hausse de 109,1 millions \$, soit 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'incidence favorable des variations du change liée à la conversion des résultats des établissements à l'étranger. Elle découle également de l'accroissement du taux d'utilisation de FFS et de la demande de formation en Europe et en Amérique, de l'apport des simulateurs récemment déployés dans notre réseau, de la demande accrue pour nos services de placement de membres d'équipage et de la hausse des niveaux de production de notre usine de fabrication.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent et de 3 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 55,3 millions \$ (16,5 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre écoulé, comparativement à 50,1 millions \$ (13,7 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre précédent et à 53,8 millions \$ (16,7 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2015.

Le résultat opérationnel sectoriel a progressé de 5,2 millions \$, soit 10 %, par rapport au trimestre précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'accroissement du taux d'utilisation de FFS et de la demande de formation, principalement en Europe, par la hausse de la rentabilité de nos coentreprises asiatiques et par l'incidence favorable des variations du change liée à la réévaluation de notre fonds de roulement hors trésorerie. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés de la vente de simulateurs partiellement construits au cours du trimestre écoulé et par une combinaison moins favorable de programmes à notre usine de fabrication.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 1,5 million \$, soit 3 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015. Cette hausse est attribuable à l'accroissement du taux d'utilisation de FFS et de la demande de formation, essentiellement en Europe, à la rentabilité accrue de nos coentreprises asiatiques et à l'incidence favorable des variations du change liée à la réévaluation de notre fonds de roulement hors trésorerie. Cette hausse a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés de la vente de simulateurs partiellement construits au cours du trimestre écoulé et par une combinaison moins favorable de programmes à notre usine de fabrication, par la hausse du montant net des frais de recherche et de développement et par l'augmentation du bénéfice constaté à l'exercice précédent provenant du gain sur la cession de participations dans des investissements et de la compensation au titre de la résiliation d'une entente de services avec un client.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est chiffré à 162,4 millions \$ (15,7 % des produits des activités ordinaires) pour les neuf premiers mois de l'exercice, en hausse de 13,7 millions \$, soit 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est essentiellement attribuable à l'accroissement du taux d'utilisation de FFS et de la demande de formation en Europe et en Amérique, à la hausse de la rentabilité de nos coentreprises asiatiques et à l'incidence favorable des variations du change liée à la réévaluation de notre fonds de roulement hors trésorerie. L'augmentation a été neutralisée en partie par une combinaison moins favorable de programmes à notre usine de fabrication, par la hausse du montant net des frais de recherche et de développement et par l'accroissement du bénéfice constaté à l'exercice précédent provenant du gain sur la cession de participations dans des investissements, de la compensation au titre de la résiliation d'une entente de services avec un client et de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé au titre d'une coentreprise.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 21,3 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 12,7 millions \$ ce trimestre et les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, à 8,6 millions \$.

Capital utilisé en baisse de 52,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse du capital utilisé découle en grande partie de la diminution du fonds de roulement hors trésorerie, d'abord et avant tout en raison de la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer de même que celle des passifs au titre des contrats en cours. Cette diminution a été neutralisée en partie par la hausse des immobilisations corporelles, essentiellement en raison des variations du change et de l'accroissement de l'investissement dans les participations mises en équivalence du fait des variations du change et de la rentabilité accrue de nos coentreprises.

Carnet de commandes total de 3 085,6 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2015	Période de neuf mois close le 31 décembre 2015
Commandes engagées en début de période	2 529,1 \$	2 397,7 \$
+ commandes	389,9	1 160,1
- produits des activités ordinaires	(334,7)	(1 036,1)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	20,0	82,6
Commandes engagées en fin de période	2 604,3 \$	2 604,3 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	481,3	481,3
Carnet de commandes total	3 085,6 \$	3 085,6 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,16. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,11.

7.2 Défense et sécurité**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016****Expansions**

- Nous avons annoncé que nous avons commencé à fournir des services de maintenance et de soutien sur les dispositifs d'entraînement virtuels de l'hélicoptère SH-2G(I) des Forces de défense de la Nouvelle-Zélande.

COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 128,5 millions \$, notamment :

- Un contrat d'ADS Inc. pour fournir à l'U.S. Air Force un dispositif d'entraînement de haute fidélité simulant le fuselage de l'avion de transport C-17 et de l'avion-citerne KC-135 qui peut être utilisé et configuré pour des missions d'évacuation aéromédicale;
- Un contrat de l'U.S. Army pour développer deux systèmes d'entraînement à la maintenance du char de combat principal Abrams pour un client dont l'identité demeure confidentielle dans le cadre d'un contrat de vente de matériel militaire à l'étranger;
- Un contrat des Forces de défense australiennes pour mettre à niveau la configuration de deux simulateurs d'hélicoptère MRH90;
- Un contrat de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition pour réaliser plusieurs mises à niveau du simulateur d'entraînement aux missions Lynx au centre Joint Lynx Simulator Training Establishment;
- Un contrat de Lockheed Martin pour réaliser diverses mises à niveau et mises à jour des simulateurs C-130J de l'U.S. Air Force;
- Un contrat de l'U.S. Navy pour continuer à fournir des services impartis et de maintenance sur les simulateurs MH-60R Seahawk de la Royal Australian Navy dans le cadre d'un contrat de vente de matériel militaire à l'étranger.

Résultats financiers

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2016	T2-2016	T1-2016	T4-2015	T3-2015
Produits des activités ordinaires	253,3	226,2	196,9	234,7	215,7 \$
Résultat opérationnel sectoriel	29,7	28,4	23,6	39,5	28,6 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	11,7	12,6	12,0	16,8	13,3 %
Dotations aux amortissements	17,0	16,6	15,5	15,2	14,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	7,4	4,3	1,8	10,8	2,4 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	3,7	3,8	2,0	5,5	3,0 \$
Capital utilisé	745,7	746,3	749,4	675,5	661,8 \$
Carnet de commandes total	3 281,6	3 378,9	2 642,9	2 453,9	2 381,9 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 12 % par rapport au trimestre précédent et de 17 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de FAMB, acquise au trimestre précédent, et par l'augmentation des produits des activités ordinaires en raison de l'accroissement du niveau d'activité à l'égard des programmes européens et nord-américains, neutralisées en partie par le repli des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015 est en grande partie attribuable à l'intégration de FAMB dans nos résultats, à l'incidence favorable des variations du change liée à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et à la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par le recul du niveau d'activité à l'égard des programmes asiatiques et nord-américains.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 676,4 millions \$, en hausse de 53,7 millions \$, soit 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par l'incidence favorable des variations du change liée à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, par la progression des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et par l'intégration de FAMB dans nos résultats. L'augmentation a été contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains en raison de l'augmentation du niveau d'activité à l'égard des programmes en voie d'achèvement à l'exercice précédent et par une diminution du niveau d'activité à l'égard des programmes asiatiques.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent et de 4 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 29,7 millions \$ (11,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 28,4 millions \$ (12,6 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 28,6 millions \$ (13,3 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2015.

La hausse par rapport au trimestre précédent découle d'abord et avant tout de l'augmentation de la marge à l'égard des programmes nord-américains, de la progression du volume à l'égard des programmes européens et de l'intégration de FAMB dans nos résultats, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par le fléchissement du niveau d'activité à l'égard des programmes asiatiques et par l'accroissement des frais de vente, généraux et d'administration.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015 s'explique essentiellement par la hausse de la marge à l'égard des programmes nord-américains, par l'incidence favorable des variations du change liée à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, par l'intégration de FAMB dans nos résultats et par le volume accru à l'égard des programmes européens, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des frais de recherche et de développement et la diminution du volume à l'égard des programmes asiatiques.

Le résultat opérationnel sectoriel des neuf premiers mois de l'exercice s'est chiffré à 81,7 millions \$ (12,1 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 5,6 millions \$, soit 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse découle d'abord et avant tout de l'incidence favorable des variations du change liée à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, de l'augmentation des crédits d'impôt à l'investissement réclamés, de l'accroissement de la marge à l'égard des programmes nord-américains et de la hausse du volume à l'égard de nos programmes européens. La hausse a été neutralisée en partie par l'augmentation des frais de recherche et développement, la hausse des frais de vente, généraux et d'administration et la baisse du volume à l'égard des programmes asiatiques.

Capital utilisé en baisse de 0,6 million \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la diminution de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, d'abord et avant tout du fait de l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer, essentiellement en raison des acomptes reçus au titre des contrats de services, et de la diminution des actifs au titre des contrats en cours, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la baisse des passifs au titre des contrats en cours. La baisse a été neutralisée en partie par l'incidence des variations du change sur les actifs non courants.

Carnet de commandes total en baisse de 3 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2015	Période de neuf mois close le 31 décembre 2015
Commandes engagées en début de période	2 519,3 \$	1 956,4 \$
+ commandes	128,5	654,6
- produits des activités ordinaires	(253,3)	(676,4)
+/- ajustements	14,8	474,7
Commandes engagées en fin de période	2 409,3 \$	2 409,3 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	101,5	101,5
Commandes non financées	770,8	770,8
Carnet de commandes total	3 281,6 \$	3 281,6 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,51. Pour les 12 derniers mois, il a été de 0,98.

Pour le trimestre écoulé, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'incidence favorable des variations du change.

Pour le trimestre écoulé, des commandes de 4,5 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

7.3 Santé

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016

Expansions

- Nous avons conclu des accords avec de nouveaux distributeurs au Chili et en République tchèque.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé notre nouveau modèle de formation musculosquelettique CAE Blue Phantom Musculoskeletal, premier modèle de formation au monde pour l'évaluation et les procédures guidées par échographie du genou.

COMMANDES

Les ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- Une commande de 57 simulateurs de patients et de services de formation au Medical Education and Training Campus (METC) (États-Unis);
- La vente de deux simulateurs de patients, de didacticiels adaptés et de services sur place à une installation de formation aéromédicale militaire (États-Unis);
- La vente de six simulateurs de patients, de trois solutions de gestion de centres de simulation et d'une garantie sur plusieurs années à un réseau de collèges communautaires (États-Unis);
- La vente de cinq simulateurs de patients, d'une solution audiovisuelle et d'une garantie sur plusieurs années à un collège public (États-Unis);
- La vente de huit simulateurs de patients, de trois solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, de didacticiels et d'une garantie sur plusieurs années à un organisme gouvernemental (Thaïlande);
- La vente d'une combinaison de simulation en traumatologie (*cut suit*) et de services de formation à une force de défense européenne.

Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)	T3-2016	T2-2016	T1-2016	T4-2015	T3-2015
Produits des activités ordinaires	28,3	25,4	23,9	29,3	21,3 \$
Résultat opérationnel sectoriel	1,6	1,5	0,6	4,1	0,5 \$
Marges opérationnelles	5,7	5,9	2,5	14,0	2,3 %
Dotation aux amortissements	3,7	3,4	3,5	3,6	3,3 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	0,5	0,3	0,4	0,5	0,5 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	0,9	0,8	0,5	0,8	0,7 \$
Capital utilisé	218,2	210,4	197,8	206,5	191,4 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 11 % par rapport au trimestre précédent et de 33 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015

L'augmentation par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2015 s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés de nos simulateurs de patients, due en partie à l'incidence favorable des variations du change liée à la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont chiffrés à 77,6 millions \$, en hausse de 12,6 millions \$, soit 19 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients découlant essentiellement du lancement de nouveaux produits, de l'accroissement des produits des activités ordinaires tirés des garanties et de l'incidence favorable des variations du change liée à la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2015

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 1,6 million \$ (5,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 1,5 million \$ (5,9 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 0,5 million \$ (2,3 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2015.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2015 s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires, comme nous l'expliquons plus haut, neutralisée en partie par une combinaison moins favorable de produits.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel s'est chiffré à 3,7 millions \$ (4,8 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 1,1 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des produits des activités ordinaires a été neutralisée en partie par une combinaison moins favorable de produits.

Capital utilisé en hausse de 7,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles du fait des variations du change. La hausse s'explique également par l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie, en grande partie du fait de la progression des créances clients.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2015	2014	30 septembre 2015	31 décembre 2015	2014
<i>(montants en millions)</i>					
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies*	108,2 \$	82,0 \$	73,6 \$	248,6 \$	236,7 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	106,7	9,5	52,7	46,2	(128,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies	214,9 \$	91,5 \$	126,3 \$	294,8 \$	108,0 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁸	(11,3)	(6,1)	(9,1)	(32,7)	(37,0)
Autres actifs	(4,4)	(3,8)	(6,9)	(13,6)	(10,6)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	-	0,6	1,4	1,5	1,5
Produit net tiré des (paiements nets versés aux) participations mises en équivalence	4,4	(0,9)	-	4,7	(3,3)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	3,2	0,7	2,1	17,6	7,7
Dividendes versés	(12,4)	(12,0)	(12,1)	(37,4)	(34,3)
Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies ⁸	194,4 \$	70,0 \$	101,7 \$	234,9 \$	32,0 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁸	(17,9)	(21,9)	(16,1)	(45,3)	(66,5)
Frais de développement inscrits à l'actif	(7,8)	(9,5)	(8,3)	(23,2)	(31,6)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	1,7	5,9	0,8	14,1	11,9
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	-	-	14,3	13,6	(2,0)
Produit tiré de la cession partielle de participations dans des investissements, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie cédés	-	10,1	-	-	10,1
Produit de la cession d'activités abandonnées	-	-	29,2	29,2	-
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7,4	1,6	14,9	21,8	(2,6)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	177,8 \$	56,2 \$	136,5 \$	245,1 \$	(48,7) \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies positifs de 194,4 millions \$ ce trimestre

L'augmentation par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de 2015 est essentiellement attribuable à la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie et à la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 234,9 millions \$, en hausse de 202,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est essentiellement attribuable à la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, à l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies et à la hausse des dividendes reçus des participations mises en équivalence.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Dépenses d'investissement en immobilisations de 29,2 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 17,9 millions \$ pour le trimestre écoulé et à 45,3 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 11,3 millions \$ pour le trimestre écoulé et 32,7 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice.

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**9.1 Capital utilisé consolidé**

<i>(montants en millions)</i>	31 décembre 2015	30 septembre 2015	31 mars 2015
Utilisation du capital :			
Actifs courants	1 810,8 \$	1 645,9 \$	1 562,5 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(541,4)	(377,0)	(330,2)
Déduire : actifs nets détenus en vue de la vente	(1,4)	(1,2)	(47,0)
Passifs courants	(1 268,4)	(1 172,9)	(1 039,1)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	125,7	121,7	55,5
Fonds de roulement hors trésorerie ⁹	125,3 \$	216,5 \$	201,7 \$
Actifs nets détenus en vue de la vente	1,4	1,2	47,0
Immobilisations corporelles	1 557,9	1 533,6	1 461,2
Autres actifs non courants	1 792,3	1 770,4	1 633,2
Autres passifs non courants	(736,5)	(723,9)	(729,6)
Total du capital utilisé	2 740,4 \$	2 797,8 \$	2 613,5 \$
Provenance du capital :			
Partie courante de la dette à long terme	125,7 \$	121,7 \$	55,5 \$
Dette à long terme	1 210,6	1 192,1	1 224,3
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(541,4)	(377,0)	(330,2)
Dette nette⁹	794,9 \$	936,8 \$	949,6 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 890,4	1 803,7	1 612,7
Participations ne donnant pas le contrôle	55,1	57,3	51,2
Provenance du capital	2 740,4 \$	2 797,8 \$	2 613,5 \$

Capital utilisé en baisse de 57,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse est attribuable à la diminution du fonds de roulement hors trésorerie et à l'augmentation des autres passifs non courants, annulées en partie par la hausse des immobilisations corporelles et des autres actifs non courants.

Notre rendement du capital utilisé⁹ (RCU) s'est chiffré à 11,0 % ce trimestre, comparativement à 11,0 % au trimestre précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 91,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse découle essentiellement de l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer et de la diminution des actifs au titre des contrats en cours, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la hausse des stocks.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 24,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est en grande partie attribuable aux variations du change et aux dépenses d'investissement en immobilisations, ces facteurs ayant été annulés en partie par la dotation aux amortissements.

Autres actifs non courants en hausse de 21,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par les variations du change ainsi que par la hausse de l'investissement dans les participations mises en équivalence découlant de la rentabilité accrue de nos coentreprises.

Autres passifs non courants en hausse de 12,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des passifs d'impôt différé.

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Variation de la dette nette

<i>(montants en millions, sauf le ratio de la dette nette sur les capitaux propres)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2015	Période de neuf mois close le 31 décembre 2015
Dette nette en début de période	936,8 \$	949,6 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(177,8)	(245,1)
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	27,8	76,4
Autres	8,1	14,0
Diminution de la dette nette pour la période	(141,9) \$	(154,7) \$
Dette nette en fin de période	794,9 \$	794,9 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ¹⁰	29,0 %	

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Nous avons également un accord en vertu duquel nous vendons certaines de nos créances clients pour un montant d'au plus 150,0 millions \$ US, ce programme ayant été reconduit en novembre 2015.

Certains de nos accords relatifs à la dette exigent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 31 décembre 2015, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Total des capitaux propres en hausse de 84,5 millions \$ pour le trimestre

La hausse des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 56,9 millions \$ et de l'incidence favorable des variations du change de 40,4 millions \$, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par des dividendes de 12,4 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 décembre 2015, nous avons au total 269 920 215 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 599,7 millions \$.

Au 31 janvier 2016, nous avons un total de 269 932 164 actions ordinaires émises et en circulation.

10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le 30 septembre 2015, nous avons acquis les actifs de FAMB, un intégrateur de systèmes de formation dans le secteur de la défense, pour une contrepartie totale de 19,8 millions \$, excluant des ajustements au prix d'achat. Cette acquisition renforce nos compétences principales à titre d'intégrateur de systèmes de formation virtuelle et interactive, et élargit notre offre dans le domaine du soutien de l'entraînement en vol des futurs pilotes militaires. Les coûts d'acquisition de FAMB ont totalisé 0,8 million \$ et ont été pris en compte dans les frais de vente, généraux et d'administration à l'état consolidé du résultat net.

L'évaluation préliminaire de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris est présentée dans le tableau ci-dessous. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises et du goodwill de 33,5 millions \$ demeurera provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces actifs soit finalisée. Le goodwill préliminaire de 30,0 millions \$ découlant de l'acquisition de FAMB est attribuable aux avantages obtenus, notamment :

- Élargissement de notre offre dans le domaine du soutien de l'entraînement en vol;
- Savoir-faire à titre d'intégrateur de systèmes de formation;
- Main-d'œuvre expérimentée possédant l'expertise en la matière.

La juste valeur et le montant contractuel brut des créances clients acquises s'établissent à 2,6 millions \$.

Les produits des activités ordinaires et le résultat opérationnel sectoriel inscrits à l'état consolidé du résultat net au titre de FAMB depuis la date d'acquisition se sont respectivement chiffrés à 21,3 millions \$ et à 1,4 million \$. Si FAMB avait été consolidée en date du 1^{er} avril 2015, l'état consolidé du résultat net aurait affiché des produits des activités ordinaires et un résultat opérationnel sectoriel de 62,8 millions \$ et de 4,1 millions \$, respectivement. Ces montants pro forma non audités ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant le regroupement d'entreprises par CAE. Les montants sont fournis à titre d'information complémentaire et ne sont pas représentatifs de notre performance future.

¹⁰ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Le tableau suivant présente le montant net des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre de l'acquisition :

	Total
Actifs courants ¹⁾	21,3 \$
Passifs courants	(59,3)
Actifs non courants	5,7
Immobilisations incorporelles ²⁾	33,5
Passifs non courants	(17,7)
Juste valeur des passifs nets repris, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(16,5) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	37,4
Juste valeur des actifs nets acquis	20,9 \$
Ajustement du prix d'achat à recevoir	2,2
Total de la contrepartie d'achat réglée en trésorerie	23,1 \$
Contrepartie additionnelle liée aux acquisitions réalisées au cours d'exercices antérieurs	0,7
Total de la contrepartie en trésorerie	23,8 \$

¹⁾ Abstraction faite des fonds en caisse

²⁾ Le goodwill est déductible aux fins fiscales

Les actifs nets de FAMB, y compris le goodwill, sont inclus dans le secteur Défense et sécurité.

De plus amples renseignements sont fournis à la note annexe 4 des états financiers consolidés intermédiaires.

11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent pour l'exercice 2016 n'ont aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, en remplacement d'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations sur la constatation des produits des activités ordinaires connexes : IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC 31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018; son adoption anticipée est toutefois autorisée. Nous évaluons présentement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Instruments financiers

L'IASB a publié antérieurement des versions d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui ont introduit de nouvelles exigences de classement et d'évaluation en 2009 et en 2010 ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture en 2013. En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les versions antérieures publiées d'IFRS 9 et complète le projet de l'IASB de remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018; l'application anticipée étant toutefois autorisée. Nous évaluons présentement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, en remplacement d'IAS 17, *Contrats de location*, ainsi que les interprétations connexes portant sur les contrats de location : IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, SIC 15, *Avantages dans les contrats de location simple*, et SIC 27, *Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019; son adoption anticipée étant toutefois autorisée pour les sociétés qui appliquent également IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés des contrats de location*. Nous évaluons présentement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction de la Société pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2015, à l'exception de l'amélioration de la méthode d'estimation du coût et des obligations des régimes de retraite à prestations définies et de changements d'estimations nécessaires au calcul de la charge d'impôt sur le résultat. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

Au 1^{er} avril 2015, nous avons amélioré la méthode d'estimation des coûts des régimes de retraite canadiens à prestations définies et de la valeur actualisée des obligations au titre des avantages du personnel. Auparavant, nous estimions les coûts nets de retraite au moyen d'un taux d'actualisation moyen pondéré unique tiré de la courbe de rendement utilisée pour évaluer les obligations au titre des avantages du personnel à l'ouverture de l'exercice. Selon la méthode améliorée, des taux d'actualisation distincts sont tirés de la même courbe de rendement afin de refléter les différentes échéances de paiement des prestations. Ce changement d'estimation comptable, qui est comptabilisé sur une base prospective, n'a pas d'incidence importante sur l'évaluation des obligations au titre des avantages du personnel et des coûts nets de retraite par rapport à la méthode précédente.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du troisième trimestre clos le 31 décembre 2015, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société évaluent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société chaque trimestre. À la clôture du troisième trimestre, le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont confirmé que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces.

Nous avons acquis FAMB le 30 septembre 2015. Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont restreint la portée de leur conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de CAE de manière à en exclure les contrôles, politiques et procédures de FAMB. FAMB maintient des systèmes et des processus d'information distincts. Nous avons amorcé l'intégration des contrôles internes, politiques et procédures de FAMB avec les nôtres. Ce processus d'intégration devrait prendre fin au cours de l'exercice 2016. FAMB a représenté quelque 3 % des produits des activités ordinaires consolidés et 2 % du résultat opérationnel sectoriel consolidé inscrits à nos résultats financiers consolidés du trimestre clos le 31 décembre 2015. En outre, au 31 décembre 2015, le total de l'actif et le total du passif de FAMB représentaient respectivement 1 % et 3 % de notre actif consolidé et de notre passif consolidé.

13. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

	T1	T2	T3	T4	Cumul annuel
Exercice 2016					
Produits des activités ordinaires	557,0	616,8	616,3	¹⁾	1 790,1 \$
Résultat net	44,5	69,2	56,9	¹⁾	170,6 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	44,9	75,3	57,9	¹⁾	178,1 \$
Activités abandonnées	(0,5)	(6,5)	(0,2)	¹⁾	(7,2) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,1	0,4	(0,8)	¹⁾	(0,3) \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,26	0,21	¹⁾	0,64 \$
Activités poursuivies	0,17	0,28	0,21	¹⁾	0,67 \$
Activités abandonnées	-	(0,02)	-	¹⁾	(0,03) \$
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,19	0,18	0,22	¹⁾	0,59 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	267,4	268,6	269,3	¹⁾	268,5
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	267,8	268,9	269,7	¹⁾	268,9
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,23	1,31	1,33	¹⁾	1,29
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,36	1,46	1,46	¹⁾	1,42
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,88	2,03	2,02	¹⁾	1,98
Exercice 2015					
					Total
Produits des activités ordinaires	526,2	529,4	559,1	631,6	2 246,3 \$
Résultat net	41,6	42,5	52,9	67,7	204,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	43,8	42,0	52,1	63,3	201,2 \$
Activités abandonnées	(2,0)	0,9	0,9	0,8	0,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,4)	(0,1)	3,6	2,9 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,16	0,16	0,20	0,24	0,76 \$
Activités poursuivies	0,17	0,16	0,20	0,24	0,76 \$
Activités abandonnées	(0,01)	-	-	-	- \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	263,9	264,7	265,5	266,4	265,1
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	265,0	265,6	266,4	267,4	266,0
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,09	1,09	1,14	1,24	1,14
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,50	1,44	1,42	1,40	1,44
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,84	1,82	1,80	1,88	1,83
Exercice 2014					
					Total
Produits des activités ordinaires	520,1	478,2	503,9	575,7	2 077,9 \$
Résultat net	45,4	38,2	47,6	59,9	191,1 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	44,7	38,2	45,5	59,9	188,3 \$
Activités abandonnées	0,9	0,1	0,6	0,1	1,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,1)	1,5	(0,1)	1,1 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	0,15	0,18	0,23	0,73 \$
Activités poursuivies	0,17	0,15	0,17	0,23	0,72 \$
Activités abandonnées	0,01	-	0,01	-	0,01 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	260,2	261,0	261,5	262,7	261,3
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	260,2	261,5	262,3	264,0	261,9
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,02	1,04	1,05	1,10	1,05
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,34	1,38	1,43	1,51	1,41
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,57	1,61	1,70	1,83	1,68

¹⁾ Non disponible

État consolidé de la situation financière

<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	31 décembre 2015	31 mars 2015
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		541,4 \$	330,2 \$
Créances clients	5	498,8	468,0
Contrats en cours : actifs		344,2	309,8
Stocks		268,0	237,3
Acomptes		87,5	81,8
Impôt sur le résultat à recouvrer		45,9	43,9
Actifs financiers dérivés	14	23,5	30,3
Actifs détenus en vue de la vente	3	1,5	61,2
Total de l'actif courant		1 810,8 \$	1 562,5 \$
Immobilisations corporelles		1 557,9	1 461,2
Immobilisations incorporelles		923,6	844,7
Participations mises en équivalence		351,7	318,0
Actifs d'impôt différé		34,6	33,2
Actifs financiers dérivés	14	24,1	21,1
Autres actifs		458,3	416,2
Total de l'actif		5 161,0 \$	4 656,9 \$
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et charges à payer		860,2 \$	732,7 \$
Provisions	11	19,0	17,5
Impôt sur le résultat à payer		12,2	10,6
Contrats en cours : passifs		196,3	154,6
Partie courante de la dette à long terme		125,7	55,5
Passifs financiers dérivés	14	54,9	54,0
Passifs détenus en vue de la vente	3	0,1	14,2
Total du passif courant		1 268,4 \$	1 039,1 \$
Provisions		6,6	4,6
Dette à long terme		1 210,6	1 224,3
Obligations relatives aux redevances		152,2	158,4
Obligations au titre des avantages du personnel		179,6	185,7
Profits différés et autres passifs non courants		147,7	165,1
Passifs d'impôt différé		231,7	198,6
Passifs financiers dérivés	14	18,7	17,2
Total du passif		3 215,5 \$	2 993,0 \$
Capitaux propres			
Capital-actions		599,7 \$	559,0 \$
Surplus d'apport		18,1	19,1
Cumul des autres éléments du résultat global		289,0	177,3
Résultats non distribués		983,6	857,3
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		1 890,4 \$	1 612,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		55,1	51,2
Total des capitaux propres		1 945,5 \$	1 663,9 \$
Total du passif et des capitaux propres		5 161,0 \$	4 656,9 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat net

<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Notes	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
		31 décembre		mois closes les	
		2015	2014	2015	2014
Activités poursuivies					
Produits des activités ordinaires	15	616,3 \$	559,1 \$	1 790,1 \$	1 614,7 \$
Coût des ventes		447,8	410,1	1 304,8	1 193,0
Marge brute		168,5 \$	149,0 \$	485,3 \$	421,7 \$
Frais de recherche et de développement		20,0	13,6	61,1	44,6
Frais de vente, généraux et d'administration		81,5	70,8	222,6	195,2
Autres profits – montant net	10	(6,7)	(10,7)	(13,4)	(14,7)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	15	(12,9)	(7,6)	(32,8)	(30,8)
Coûts de restructuration	11	2,0	-	12,1	-
Résultat opérationnel		84,6 \$	82,9 \$	235,7 \$	227,4 \$
Produits financiers	6	(2,4)	(3,3)	(6,7)	(7,5)
Charges financières	6	21,4	21,1	63,5	60,1
Charges financières – montant net		19,0 \$	17,8 \$	56,8 \$	52,6 \$
Résultat avant impôt sur le résultat		65,6 \$	65,1 \$	178,9 \$	174,8 \$
Charge d'impôt sur le résultat	12	8,5	13,1	1,1	37,6
Résultat des activités poursuivies		57,1 \$	52,0 \$	177,8 \$	137,2 \$
Activités abandonnées					
Résultat des activités abandonnées	3	(0,2)	0,9	(7,2)	(0,2)
Résultat net		56,9 \$	52,9 \$	170,6 \$	137,0 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		57,7 \$	53,0 \$	170,9 \$	137,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		(0,8)	(0,1)	(0,3)	(0,7)
		56,9 \$	52,9 \$	170,6 \$	137,0 \$
Résultat par action des activités poursuivies et abandonnées					
attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	8	0,21 \$	0,20 \$	0,67 \$	0,52 \$
De base et dilué – activités abandonnées	8	-	-	(0,03)	-
		0,21 \$	0,20 \$	0,64 \$	0,52 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	2015	2014	2015	2014
Résultat net	56,9 \$	52,9 \$	170,6 \$	137,0 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Différences de conversion				
Différence de conversion nette liée aux états financiers des établissements à l'étranger	49,8 \$	28,1 \$	176,7 \$	(2,9) \$
Montant net des pertes sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(19,3)	(16,4)	(50,0)	(22,9)
Reclassements au résultat net	-	2,9	(16,1)	2,9
Impôt sur le résultat	(2,0)	(1,9)	(6,2)	-
Quote-part des différences de conversion liées aux participations mises en équivalence	11,9	4,2	21,4	6,9
	40,4 \$	16,9 \$	125,8 \$	(16,0) \$
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie				
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(16,6) \$	(8,6) \$	(53,4) \$	(4,8) \$
Reclassements au résultat net	16,3	8,7	38,6	4,8
Impôt sur le résultat	-	-	4,0	-
Quote-part après impôt de la variation nette des couvertures de flux de trésorerie liée aux participations mises en équivalence	0,4	0,4	0,8	0,5
	0,1 \$	0,5 \$	(10,0) \$	0,5 \$
Variation nette des instruments financiers disponibles à la vente				
Variation nette de la juste valeur de l'actif financier disponible à la vente	- \$	- \$	0,1 \$	- \$
	- \$	- \$	0,1 \$	- \$
Éléments ne pouvant jamais être reclassés en résultat net				
Réévaluations des régimes à prestations définies				
Réévaluations des régimes à prestations définies	(4,3) \$	(3,3) \$	21,2 \$	(29,6) \$
Impôt sur le résultat	1,2	0,9	(5,9)	8,0
	(3,1) \$	(2,4) \$	15,3 \$	(21,6) \$
Autres éléments du résultat global	37,4 \$	15,0 \$	131,2 \$	(37,1) \$
Total du résultat global	94,3 \$	67,9 \$	301,8 \$	99,9 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	96,5 \$	67,2 \$	297,9 \$	99,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(2,2)	0,7	3,9	0,8
	94,3 \$	67,9 \$	301,8 \$	99,9 \$
Total du résultat global attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société :				
Activités poursuivies	96,7 \$	66,5 \$	309,7 \$	100,2 \$
Activités abandonnées	(0,2)	0,7	(11,8)	(1,1)
	96,5 \$	67,2 \$	297,9 \$	99,1 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des variations en capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Notes	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total		
<i>Période de neuf mois close le 31 décembre 2015</i> (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)									
Soldes à l'ouverture de la période	266 903 070	559,0 \$	19,1 \$	177,3 \$	857,3 \$	1 612,7 \$	51,2 \$	1 663,9 \$	
Résultat net	-	- \$	- \$	- \$	170,9 \$	170,9 \$	(0,3) \$	170,6 \$	
Autres éléments du résultat global :									
Différences de conversion	-	-	-	121,6	-	121,6	4,2	125,8	
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	(10,0)	-	(10,0)	-	(10,0)	
Variation nette des instruments financiers disponibles à la vente	-	-	-	0,1	-	0,1	-	0,1	
Réévaluations des régimes à prestations définies	-	-	-	-	15,3	15,3	-	15,3	
Total du résultat global	-	- \$	- \$	111,7 \$	186,2 \$	297,9 \$	3,9 \$	301,8 \$	
Options sur actions exercées	1 490 180	14,1	-	-	-	14,1	-	14,1	
Achat facultatif au comptant	3 664	-	-	-	-	-	-	-	
Transfert sur exercice d'options sur actions	-	4,1	(4,1)	-	-	-	-	-	
Paiements fondés sur des actions	-	-	3,1	-	-	3,1	-	3,1	
Dividendes en actions	8	1 523 301	22,5	-	(22,5)	-	-	-	
Dividendes en trésorerie	8	-	-	-	(37,4)	(37,4)	-	(37,4)	
Soldes à la clôture de la période	269 920 215	599,7 \$	18,1 \$	289,0 \$	983,6 \$	1 890,4 \$	55,1 \$	1 945,5 \$	
<i>Période de neuf mois close le 31 décembre 2014</i> (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)									
Soldes à l'ouverture de la période	263 771 443	517,5 \$	19,5 \$	129,5 \$	775,1 \$	1 441,6 \$	40,6 \$	1 482,2 \$	
Résultat net	-	- \$	- \$	- \$	137,7 \$	137,7 \$	(0,7) \$	137,0 \$	
Autres éléments du résultat global :									
Différences de conversion	-	-	-	(17,5)	-	(17,5)	1,5	(16,0)	
Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	0,5	-	0,5	-	0,5	
Réévaluations des régimes à prestations définies	-	-	-	-	(21,6)	(21,6)	-	(21,6)	
Total du résultat global	-	- \$	- \$	(17,0) \$	116,1 \$	99,1 \$	0,8 \$	99,9 \$	
Options sur actions exercées	1 246 614	11,9	-	-	-	11,9	-	11,9	
Achat facultatif au comptant	3 590	-	-	-	-	-	-	-	
Transfert sur exercice d'options sur actions	-	3,4	(3,4)	-	-	-	-	-	
Paiements fondés sur des actions	-	-	2,6	-	-	2,6	-	2,6	
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	3,6	3,6	
Dividendes en actions	8	1 356 903	18,7	-	(18,7)	-	-	-	
Dividendes en trésorerie	8	-	-	-	(34,3)	(34,3)	-	(34,3)	
Soldes à la clôture de la période	266 378 550	551,5 \$	18,7 \$	112,5 \$	838,2 \$	1 520,9 \$	45,0 \$	1 565,9 \$	

Le solde des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global au 31 décembre 2015 s'est élevé à 1 272,6 millions \$ (950,7 millions \$ en 2014). Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2015	2014
Activités opérationnelles			
Résultat lié aux activités poursuivies		177,8 \$	137,2 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	15	89,5	79,5
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	15	69,2	60,0
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence		(32,8)	(30,8)
Impôt sur le résultat différé		14,1	19,8
Crédits d'impôt à l'investissement		(39,3)	(8,2)
Rémunération fondée sur des actions		5,5	6,3
Régimes de retraite à prestations définies		7,3	7,5
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(30,7)	(26,2)
Autres		(12,0)	(8,4)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	12	46,2	(128,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		294,8 \$	108,0 \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	4	13,6 \$	(2,0) \$
Produit de la disposition des activités abandonnées	3	29,2	-
Produit de la cession partielle de participations dans des investissements, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie cédés		-	10,1
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles		(78,0)	(103,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		1,5	1,5
Frais de développement inscrits à l'actif		(23,2)	(31,6)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(9,6)	(17,2)
Produit net tiré des (paiements nets versés aux) participations mises en équivalence		4,7	(3,3)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		17,6	7,7
Autres		(4,0)	6,6
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(48,2) \$	(131,7) \$
Activités de financement			
Produit tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		426,7 \$	378,7 \$
Remboursement sur l'encours des facilités de crédit non garanties renouvelables		(449,9)	(369,2)
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction		19,7	28,7
Remboursement sur la dette à long terme		(20,2)	(13,0)
Remboursement sur contrats de location-financement		(10,2)	(17,5)
Dividendes versés		(37,4)	(34,3)
Émission d'actions ordinaires		14,1	11,9
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(57,2) \$	(14,7) \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		21,8 \$	(2,6) \$
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		211,2 \$	(41,0) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		330,2	312,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période, liées aux activités abandonnées		-	(7,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		541,4 \$	263,6 \$
Information supplémentaire :			
Dividendes reçus		17,6 \$	7,7 \$
Intérêts payés		43,9	37,9
Intérêts reçus		6,9	8,6
Impôt sur le résultat payé		14,5	18,5

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes annexes

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 10 février 2016.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les aviateurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons, de façon à ce que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs :

- (i) Solutions de formation pour l'aviation civile – Fournit une gamme complète de solutions de formation à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol pour l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptères, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- (ii) Défense et sécurité – Est un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique;
- (iii) Santé – Conçoit, fabrique et commercialise des simulateurs, ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation. Ce secteur offre des services de consultation et des didacticiels pour la formation des étudiants en soins médicaux et paramédicaux ainsi qu'aux cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense.

La division minière de la Société, connue sous le nom de Datamine, a été vendue durant le deuxième trimestre de l'exercice 2016 (voir la note 3).

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent, à des degrés divers, les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile vend ses produits directement aux compagnies aériennes, donc dans la mesure où le secteur de l'aviation commerciale subit des phases d'expansion et de repli, les résultats de la Société seront aussi affectés. Les activités du secteur subissent également le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes suivent leur formation. Donc, les services de formation de CAE sont historiquement moins sollicités au cours du deuxième trimestre de son exercice financier.

Les prises de commandes du secteur Défense et sécurité peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2015. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2015.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada (normes IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, Information financière intermédiaire, laquelle régit l'établissement des états financiers intermédiaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : contrepartie éventuelle, instruments financiers dérivés, instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, actifs financiers disponibles à la vente et passifs au titre des accords de rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2015, à l'exception de l'amélioration de la méthode d'estimation du coût et des obligations des régimes de retraite à prestations définies et des modifications d'estimations nécessaires au calcul de la charge d'impôt sur le résultat. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

Au 1er avril 2015, la Société a amélioré la méthode d'estimation des coûts des régimes canadiens à prestations définies et la valeur actualisée des obligations au titre des avantages du personnel. Auparavant, la Société estimait les coûts nets de retraite au moyen d'un taux d'actualisation moyen pondéré unique tiré de la courbe de rendement utilisée pour évaluer les obligations au titre des avantages du personnel à l'ouverture de l'exercice. Selon la méthode améliorée, des taux d'actualisation distincts sont tirés de la même courbe de rendement, afin de refléter les différentes échéances de paiement des prestations. Ce changement d'estimation comptable, qui est comptabilisé sur une base prospective, n'a pas d'incidence importante sur l'évaluation des obligations titre des avantages du personnel et des coûts nets de retraite par rapport à la méthode précédente.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent à l'exercice 2016 n'ont aucune incidence importante sur les résultats des états financiers consolidés de la Société.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées par la Société

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, en remplacement d'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations sur la constatation des produits des activités ordinaires connexes : IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC 31, *Produits des activités ordinaires – opérations de troc impliquant des services de publicité*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018; son adoption anticipée étant toutefois autorisée. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Instruments financiers

L'IASB a publié antérieurement des versions d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui ont introduit de nouvelles exigences de classement et d'évaluation en 2009 et 2010, ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture en 2013. En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les versions antérieures publiées d'IFRS 9 et complète le projet de l'IASB de remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018; l'application anticipée étant toutefois autorisée. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, en remplacement d'IAS 17, *Contrats de location*, ainsi que les interprétations connexes portant sur les contrats de location: IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, SIC 15, *Avantages dans les contrats de location simple*, et SIC 27, *Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019; son adoption anticipée étant toutefois autorisée pour les sociétés qui appliquent également IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés des contrats de location*. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

NOTE 3 – ACTIFS NETS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

La Société a décidé de vendre sa division minière à la suite d'une décision de concentrer ses ressources et ses investissements en capital dans des occasions de croissance ciblées dans ses trois secteurs principaux : Solutions de formation pour l'aviation civile, Défense et sécurité et Santé. Les actifs et passifs concernés ont été classés comme détenus en vue de la vente.

Le 24 juillet 2015, la Société a complété la vente de sa division minière connue sous le nom de Datamine pour un montant de 32,0 millions \$ excluant un ajustement du fonds de roulement et une contrepartie éventuelle maximale de 10,0 millions \$ sous réserve de l'atteinte de certains résultats financiers. Les actifs nets qui demeurent détenus en vue de la vente sont constitués principalement de stocks exclus de la transaction.

Les actifs et les passifs classés comme détenus en vue de la vente se présentent comme suit :

	31 décembre 2015	31 mars 2015
Actifs courants ¹⁾	1,4 \$	15,8 \$
Immobilisations incorporelles	-	42,9
Autres actifs non courants	0,1	2,5
Actifs détenus en vue de la vente	1,5 \$	61,2 \$
Passifs courants	0,1 \$	12,9 \$
Autres passifs non courants	-	1,3
Passifs détenus en vue de la vente	0,1 \$	14,2 \$
Actifs nets détenus en vue de la vente	1,4 \$	47,0 \$

¹⁾ Comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

L'analyse du résultat des activités abandonnées se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2015	2014	31 décembre 2015	2014
Produits des activités ordinaires	0,1 \$	9,0 \$	9,6 \$	26,3 \$
Charges	0,4	7,5	10,7	24,2
Résultat avant impôt sur le résultat, évaluation à la juste valeur et la disposition	(0,3) \$	1,5 \$	(1,1) \$	2,1 \$
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(0,1)	0,6	(0,7)	1,4
Résultat avant évaluation à la juste valeur et la disposition	(0,2) \$	0,9 \$	(0,4) \$	0,7 \$
Perte sur évaluation à la juste valeur et disposition	-	-	(7,7)	(1,0)
Recouvrement d'impôt sur évaluation à la juste valeur et la disposition	-	-	0,9	0,1
Résultat lié aux activités abandonnées	(0,2) \$	0,9 \$	(7,2) \$	(0,2) \$
<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>			2015	2014
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles			4,0 \$	(0,9) \$
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement			(0,7)	(2,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement			(0,1)	-

NOTE 4 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le 30 septembre 2015, la Société a acquis les actifs de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier (FAMB), un intégrateur de systèmes de formation dans le secteur de la défense pour une contrepartie totale de 19,8 millions \$, excluant des ajustements au prix d'achat. Cette acquisition renforce les compétences principales de CAE à titre d'intégrateur de systèmes de formation virtuelle et interactive et élargit son offre dans le domaine du soutien de l'entraînement en vol des futurs pilotes militaires. Les coûts d'acquisition de FAMB ont totalisé 0,8 million \$ et ont été pris en compte dans les frais de vente, généraux et administration à l'état consolidé du résultat net.

L'évaluation préliminaire de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris est présentée dans le tableau ci-dessous. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises et du goodwill s'établit à 33,5 millions \$, montant qui demeurera provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces actifs soit finalisée. Le goodwill préliminaire de 30,0 millions \$ découlant de l'acquisition de FAMB est attribuable aux avantages obtenus, notamment :

- Élargissement de l'offre de CAE dans le domaine du soutien de l'entraînement en vol;
- Savoir-faire à titre d'intégrateur de systèmes de formation;
- Main-d'œuvre expérimentée possédant l'expertise en la matière.

La juste valeur et le montant contractuel brut des créances clients acquises s'établissent à 2,6 millions \$.

Le produit des activités ordinaires et le résultat opérationnel sectoriel inclus dans l'état consolidé du résultat net provenant de FAMB depuis l'acquisition sont respectivement de 21,3 millions \$ et de 1,4 million \$. Si FAMB avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2015, l'état consolidé du résultat net aurait affiché des produits des activités ordinaires et un résultat opérationnel sectoriel additionnel de 62,8 millions \$ et de 4,1 millions \$ respectivement. Ces montants pro forma non audités ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec la Société. Les montants sont fournis à titre d'information supplémentaire et ne sont pas représentatifs de la performance future de la Société.

Le montant net des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre de l'acquisition se présente comme suit :

	Total
Actifs courants ¹⁾	21,3 \$
Passifs courants	(59,3)
Actifs non courants	5,7
Immobilisations incorporelles ²⁾	33,5
Passifs non courants	(17,7)
Juste valeur des passifs nets repris, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(16,5) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	37,4
Juste valeur des actifs nets acquis	20,9 \$
Ajustement du prix d'achat à recevoir	2,2
Totale de la contrepartie d'achat réglée en trésorerie	23,1 \$
Contrepartie additionnelle liée aux acquisitions réalisées au cours des exercices antérieurs	0,7
Totale de la contrepartie en trésorerie	23,8 \$

¹⁾ Abstraction faite des fonds en caisse.

²⁾ Le goodwill est déductible aux fins fiscales.

Les actifs nets de FAMB, y compris le goodwill, sont inclus dans le secteur Défense et sécurité.

Les variations du goodwill se présentent comme suit :

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	2015	2014
Valeur comptable nette à l'ouverture de la période	487,4 \$	502,5 \$
Acquisition d'une filiale	30,0	-
Disposition d'une filiale	-	(1,6)
Transféré aux actifs détenus en vue de la vente (note 3)	-	(26,0)
Différences de conversion	42,0	(4,8)
Valeur comptable nette à la clôture de la période	559,4 \$	470,1 \$

NOTE 5 – CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients sont portées à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les créances clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les créances clients se présentent comme suit :

	31 décembre	31 mars
	2015	2015
Créances clients courantes	156,5 \$	170,6 \$
Créances clients en souffrance		
1-30 jours	44,0	52,9
31-60 jours	24,8	10,9
61-90 jours	11,0	12,8
Plus de 90 jours	61,0	58,9
Provision pour créances douteuses	(15,7)	(15,6)
Total créances clients	281,6 \$	290,5 \$
Créances clients non facturées	118,4	103,0
Montants à recevoir de parties liées (note 16)	45,3	28,7
Autres créances clients	53,5	45,8
Total des créances clients	498,8 \$	468,0 \$

NOTE 6 – CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2015	2014	2015	2014
Charges financières :				
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	13,9 \$	13,9 \$	42,0 \$	41,3 \$
Contrats de location-financement	2,6	2,6	7,9	7,5
Obligations relatives aux redevances	2,0	3,0	6,1	6,2
Obligations au titre des avantages du personnel	1,4	1,2	4,1	3,7
Dotations aux amortissements des frais de financement	0,4	0,2	1,1	0,9
Provisions et autres passifs non courants	0,6	0,3	1,0	1,0
Autres	1,6	1,0	4,1	2,8
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ¹⁾	(1,1)	(1,1)	(2,8)	(3,3)
Charges financières	21,4 \$	21,1 \$	63,5 \$	60,1 \$
Produits financiers :				
Prêts et contrats de location-financement	(2,2) \$	(1,9) \$	(6,2) \$	(5,6) \$
Autres	(0,2)	(1,4)	(0,5)	(1,9)
Produits financiers	(2,4) \$	(3,3) \$	(6,7) \$	(7,5) \$
Charges financières – montant net	19,0 \$	17,8 \$	56,8 \$	52,6 \$

¹⁾ Le taux d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 4,00 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2015 (3,75 % en 2014), 4,00 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2015 (3,75 % en 2014) et de 4,00 % pour le trimestre clos le 30 juin 2015 (3,75 % en 2014).

NOTE 7 – AIDE GOUVERNEMENTALE

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Nouveaux marchés principaux et Innover sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2015	2014	2015	2014
Montant à recevoir à l'ouverture de la période	6,7 \$	7,9 \$	8,8 \$	5,0 \$
Contributions	7,8	6,9	20,7	22,4
Paiements reçus	(7,3)	(7,8)	(22,3)	(20,4)
Montant à recevoir à la clôture de la période	7,2 \$	7,0 \$	7,2 \$	7,0 \$

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2015	2014	2015	2014
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :				
Projet Nouveaux marchés principaux	0,3 \$	0,1 \$	0,6 \$	0,8 \$
Projet Innover	1,7	1,9	4,8	7,4
Contributions créditées aux résultats :				
Projet Nouveaux marchés principaux	0,9	0,5	2,2	1,3
Projet Innover	4,9	4,4	13,1	12,9
Total des contributions :				
Projet Nouveaux marchés principaux	1,2 \$	0,6 \$	2,8 \$	2,1 \$
Projet Innover	6,6	6,3	17,9	20,3

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

NOTE 8 – RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2015	2014	2015	2014
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	269 309 666	265 491 855	268 456 711	264 714 997
Effet dilutif des options sur actions	432 143	875 947	401 359	808 239
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	269 741 809	266 367 802	268 858 070	265 523 236

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2015, des options sur 1 567 700 actions ordinaires (1 359 000 en 2014) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2015, des options sur 1 567 700 actions ordinaires (1 359 100 en 2014) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Les dividendes déclarés pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 se sont élevés à 20,4 millions \$, soit 0,075 \$ par action (18,6 millions \$ en 2015, soit 0,07 \$ par action). Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, les dividendes déclarés se sont élevés à 59,9 millions \$, soit 0,22 \$ par action (53,0 millions \$ en 2015, soit 0,20 \$ par action).

NOTE 9 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat net :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2015	2014	2015	2014
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	191,0 \$	177,1 \$	561,3 \$	517,8 \$
Paiements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions	7,4	6,7	20,7	14,8
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies ¹⁾	9,4	6,4	26,0	19,3
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à cotisations définies	1,9	2,1	6,9	6,1
Indemnités de cessation d'emploi	2,2	1,8	12,3	6,2
Total de la charge de rémunération du personnel	211,9 \$	194,1 \$	627,2 \$	564,2 \$

¹⁾ Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.

NOTE 10 – AUTRES PROFITS – MONTANT NET

	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2015	2014	2015	2014
Cession d'immobilisations corporelles	- \$	0,3 \$	0,4 \$	0,6 \$
Montant net des gains (pertes) de change	4,0	1,2	8,8	(1,8)
Règlement d'une réclamation en droit	-	4,6	-	4,6
Cession partielle de participations dans des investissements	-	4,4	-	4,4
Reprise d'obligations relatives aux redevances	-	-	-	4,0
Autres	2,7	0,2	4,2	2,9
Autres profits – montant net	6,7 \$	10,7 \$	13,4 \$	14,7 \$

NOTE 11 – COÛTS DE RESTRUCTURATION

Les coûts de restructuration, constitués principalement d'indemnités de départ et autres coûts connexes, ont été inclus dans le résultat net et dans la provision courante au cours du trimestre.

Le tableau suivant présente la variation de la provision pour coûts de restructuration :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2015	2014	2015	2014
Provision à l'ouverture de la période	9,8 \$	9,6 \$	4,7 \$	13,1 \$
Ajouts	2,0	-	13,2	-
Montants utilisés	(3,0)	(2,5)	(8,4)	(5,4)
Renversement des montants non utilisés	-	-	(1,1)	-
Différences de conversion	-	-	0,4	(0,6)
Provision à la clôture de la période	8,8 \$	7,1 \$	8,8 \$	7,1 \$

NOTE 12 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE ET LE RESULTAT

a) La variation du fonds de roulement hors trésorerie se présente comme suit :

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	2015	2014
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients	35,4 \$	(38,5) \$
Contrats en cours : actifs	(34,2)	(29,7)
Stocks	(8,9)	(28,2)
Acomptes	4,3	4,2
Impôt sur le résultat à recouvrer	(2,7)	(13,4)
Dettes fournisseurs et charges à payer	6,5	(25,0)
Provisions	3,2	(9,7)
Impôt sur le résultat à payer	4,7	6,7
Contrats en cours : passifs	37,9	4,9
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	46,2 \$	(128,7) \$

b) Recouvrement d'impôt :

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2016, un recouvrement d'impôt net de 29,4 millions \$ a été enregistré au résultat net relativement à un règlement de différends fiscaux au Canada quant au traitement fiscal de la vente de certains simulateurs, à certains contrôles fiscaux et à des variations de change ayant donné lieu à des passifs d'impôt différé.

NOTE 13 – ÉVENTUALITES

La Société est régulièrement assujettie à des vérifications de divers organismes gouvernementaux et organismes de réglementation. Par conséquent, il peut arriver que les autorités ne soient pas en accord avec les positions et conclusions adoptées par la Société dans ses déclarations déposées.

Au cours de l'exercice 2015, la Société a reçu un avis de cotisation de l'Agence du revenu du Canada contestant le traitement des sommes reçues dans le cadre du programme ISAD. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers de la Société, puisque la Société a l'intention de défendre avec vigueur sa position et croit qu'elle dispose de motifs solides pour ce faire. Bien que l'issue ne puisse être prédite avec certitude, la Société ne croit pas que le règlement de cet avis pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur sa situation financière.

NOTE 14 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur des créances clients, des contrats en cours ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur des provisions, de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre des contrats de location-financement et des obligations relatives aux redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 31 décembre 2015 :

	JVBRN ¹⁾	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC ²⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	541,4 \$	- \$	- \$	- \$	541,4 \$	541,4 \$
Créances clients	-	-	478,5 ³⁾	-	478,5	478,5
Contrats en cours : actifs	-	-	344,2	-	344,2	344,2
Actifs financiers dérivés	15,2	-	-	32,4	47,6	47,6
Autres actifs	28,1 ⁴⁾	1,7 ⁵⁾	165,9 ⁶⁾	-	195,7	213,4
	584,7 \$	1,7 \$	988,6 \$	32,4 \$	1 607,4 \$	1 625,1 \$

	JVBRN ¹⁾	Autres passifs financiers	DDRC ²⁾	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	635,5 \$ ⁷⁾	- \$	635,5 \$	635,5 \$	635,5 \$
Provisions	0,9	18,1	-	19,0	19,0	19,0
Total de la dette à long terme	-	1 340,2 ⁸⁾	-	1 340,2	1 420,6	1 420,6
Autres passifs non courants	-	173,1 ⁹⁾	-	173,1	176,7	176,7
Passifs financiers dérivés	17,2	-	56,4	73,6	73,6	73,6
	18,1 \$	2 166,9 \$	56,4 \$	2 241,4 \$	2 325,4 \$	2 325,4 \$

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissaient comme suit au 31 mars 2015 :

	JVBRN ¹⁾	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC ²⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	330,2 \$	- \$	- \$	- \$	330,2 \$	330,2 \$
Créances clients	-	-	451,1 ³⁾	-	451,1	451,1
Contrats en cours : actifs	-	-	309,8	-	309,8	309,8
Actifs financiers dérivés	15,2	-	-	36,2	51,4	51,4
Autres actifs	23,7 ⁴⁾	1,6 ⁵⁾	155,1 ⁶⁾	-	180,4	197,2
	369,1 \$	1,6 \$	916,0 \$	36,2 \$	1 322,9 \$	1 339,7 \$

	JVBRN ¹⁾	Autres passifs financiers	DDRC ²⁾	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	556,5 \$ ⁷⁾	- \$	556,5 \$	556,5 \$	556,5 \$
Provisions	1,5	15,1	-	16,6	16,6	16,6
Total de la dette à long terme	-	1 284,0 ⁸⁾	-	1 284,0	1 406,2	1 406,2
Autres passifs non courants	-	181,2 ⁹⁾	-	181,2	216,5	216,5
Passifs financiers dérivés	16,0	-	55,2	71,2	71,2	71,2
	17,5 \$	2 036,8 \$	55,2 \$	2 109,5 \$	2 267,0 \$	2 267,0 \$

¹⁾ JVBRN : juste valeur par le biais du résultat net.

²⁾ DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

³⁾ Comprend les créances clients, les créances clients non facturées et d'autres montants à recevoir.

⁴⁾ Représente les liquidités soumises à restrictions.

⁵⁾ Représente le placement de portefeuille de la Société.

⁶⁾ Comprend les créances non courantes et les acomptes.

⁷⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁸⁾ Abstraction faite des coûts de transaction.

⁹⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à la juste valeur par le biais du résultat net. En outre, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis leur mise en place.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur par catégorie :

	31 décembre			31 mars		
	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	541,4 \$	- \$	541,4 \$	330,2 \$	- \$	330,2 \$
Liquidités soumises à restrictions	28,1	-	28,1	23,7	-	23,7
Contrats de change à terme	8,8	-	8,8	12,4	-	12,4
Dérivés incorporés sur devises	3,9	-	3,9	2,8	-	2,8
Swaps sur actions	2,5	-	2,5	-	-	-
Disponibles à la vente	-	1,7	1,7	-	1,6	1,6
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	8,4	-	8,4	18,0	-	18,0
Swaps de devises	24,0	-	24,0	18,2	-	18,2
	617,1 \$	1,7 \$	618,8 \$	405,3 \$	1,6 \$	406,9 \$
Passifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Contrepartie éventuelle découlant des regroupements d'entreprises						
	- \$	0,9 \$	0,9 \$	- \$	1,5 \$	1,5 \$
Contrats de change à terme	17,2	-	17,2	15,5	-	15,5
Dérivés incorporés sur devises	-	-	-	0,1	-	0,1
Swaps sur actions	-	-	-	0,4	-	0,4
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	54,7	-	54,7	52,7	-	52,7
Swaps de taux d'intérêt	1,7	-	1,7	2,5	-	2,5
	73,6 \$	0,9 \$	74,5 \$	71,2 \$	1,5 \$	72,7 \$

Les variations des instruments financiers de niveau 3 sont comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Solde à l'ouverture de la période	0,8 \$	(0,5) \$	0,1 \$	(2,7) \$
Total des profits réalisés et latents :				
Comptabilisés au résultat net	-	0,2	-	0,4
Émis et réglés	-	-	0,7	2,0
Solde à la clôture de la période	0,8 \$	(0,3) \$	0,8 \$	(0,3) \$

NOTE 15 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels principalement en fonction des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (ci-après dénommé « résultat opérationnel sectoriel »). Les principes comptables appliqués pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
<i>Trimestres clos les 31 décembre</i>								
Produits des activités ordinaires externes	334,7 \$	322,1 \$	253,3 \$	215,7 \$	28,3 \$	21,3 \$	616,3 \$	559,1 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	26,5	23,9	3,7	3,1	0,8	0,7	31,0	27,7
Immobilisations incorporelles et autres actifs	7,9	7,1	13,3	11,1	3,0	2,6	24,2	20,8
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur)								
des créances clients – montant net	0,4	0,7	(0,4)	0,9	0,1	(0,1)	0,1	1,5
Quote-part après impôt du résultat net								
des participations mises en équivalence	10,4	4,9	2,5	2,7	-	-	12,9	7,6
Résultat opérationnel sectoriel	55,3	53,8	29,7	28,6	1,6	0,5	86,6	82,9

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>								
Produits des activités ordinaires externes	1 036,1 \$	927,0 \$	676,4 \$	622,7 \$	77,6 \$	65,0 \$	1 790,1 \$	1 614,7 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	76,3	68,8	11,0	8,7	2,2	2,0	89,5	79,5
Immobilisations incorporelles et autres actifs	22,6	20,5	38,1	31,8	8,5	7,7	69,2	60,0
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur)								
des créances clients – montant net	1,3	0,9	(0,7)	1,1	-	0,2	0,6	2,2
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	27,3	23,9	5,5	6,9	-	-	32,8	30,8
Résultat opérationnel sectoriel	162,4	148,7	81,7	76,1	3,7	2,6	247,8	227,4

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Solutions de formation pour l'aviation civile	28,9 \$	36,6 \$	88,7 \$	113,7 \$
Défense et sécurité	11,1	5,4	23,0	33,0
Santé	1,4	1,2	3,4	6,0
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	41,4 \$	43,2 \$	115,1 \$	152,7 \$

Résultat opérationnel

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat opérationnel sectoriel total et du résultat opérationnel :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2015	2014	2015	2014
Total du résultat opérationnel sectoriel	86,6 \$	82,9 \$	247,8 \$	227,4 \$
Coûts de restructuration (note 11)	(2,0)	-	(12,1)	-
Résultat opérationnel	84,6 \$	82,9 \$	235,7 \$	227,4 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients, les contrats en cours, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et les charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement des actifs et des passifs utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

	31 décembre	31 mars
	2015	2015
Actif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	2 722,9 \$	2 587,8 \$
Défense et sécurité	1 222,6	1 079,3
Santé	262,4	250,1
Actifs détenus en vue de la vente (note 3)	1,5	61,2
Actifs non inclus dans l'actif utilisé	951,6	678,5
Total de l'actif	5 161,0 \$	4 656,9 \$
Passif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	700,3 \$	603,6 \$
Défense et sécurité	476,9	403,8
Santé	44,2	43,6
Passifs détenus en vue de la vente (note 3)	0,1	14,2
Passifs non inclus dans le passif utilisé	1 994,0	1 927,8
Total du passif	3 215,5 \$	2 993,0 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services se présentent comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2015	2014	2015	2014
Produits des activités ordinaires				
Produits de simulation	263,5 \$	265,2 \$	812,2 \$	767,2 \$
Formation et services	352,8	293,9	977,9	847,5
	616,3 \$	559,1 \$	1 790,1 \$	1 614,7 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2015	2014	2015	2014
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes				
Canada	61,6 \$	41,0 \$	161,0 \$	115,3 \$
États-Unis	218,3	189,9	624,2	533,5
Royaume-Uni	76,5	59,8	199,5	178,2
Allemagne	28,2	23,6	67,9	59,8
Autres pays d'Europe	98,6	98,9	301,3	287,6
Émirats arabes unis	14,2	17,4	51,2	69,7
Chine	38,1	31,3	128,1	87,3
Autres pays d'Asie	51,4	62,2	158,8	156,2
Australie	12,9	15,2	40,9	55,8
Autres pays	16,5	19,8	57,2	71,3
	616,3 \$	559,1 \$	1 790,1 \$	1 614,7 \$

	31 décembre	31 mars
	2015	2015
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	981,3 \$	852,4 \$
États-Unis	941,4	872,3
Brésil	100,1	90,7
Royaume-Uni	289,9	292,6
Luxembourg	189,3	170,3
Pays-Bas	127,4	116,1
Autres pays d'Europe	272,9	261,8
Pays d'Asie	113,9	113,5
Autres pays	79,6	90,0
	3 095,8 \$	2 859,7 \$

NOTE 16 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

	31 décembre	31 mars
	2015	2015
Créances clients (note 5)	45,3 \$	28,7 \$
Contrats en cours : actifs	24,2	28,1
Autres actifs	24,2	29,2
Dettes fournisseurs et charges à payer	12,7	13,9
Contrats en cours : passifs	3,8	3,9

Les autres actifs comprennent une créance sur un contrat de location-financement de 16,5 millions \$ (17,0 millions \$ au 31 mars 2015) échéant en octobre 2022 et portant intérêt au taux annuel de 5,14 %; des prêts et créances de 0,7 million \$ (5,7 millions \$ au 31 mars 2015) échéant en décembre 2017 et en août 2018 et portant respectivement intérêt au taux annuel de 11 % et de 5 %; ainsi qu'un montant à recevoir ne portant pas intérêt au titre des créances clients non courantes de 7,0 millions \$ (6,5 millions \$ au 31 mars 2015), sans modalités de remboursement. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 31 décembre 2015 et au 31 mars 2015.

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2015	2014	2015	2014
Produits des activités ordinaires	13,2 \$	25,8 \$	67,2 \$	95,5 \$
Achats	0,4	3,7	1,9	6,5
Autres produits	0,5	1,4	1,8	2,5

De plus, au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016, des transactions s'élevant à 0,4 million \$ (0,6 million \$ en 2015) ont été faites aux prix du marché avec des entreprises pour lesquelles certains membres du conseil d'administration de la Société sont dirigeants. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016, ces transactions s'élèvent à 1,6 million \$ (1,8 million \$ en 2015).

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé se compose des personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2015	2014	2015	2014
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	1,1 \$	1,1 \$	3,0 \$	3,1 \$
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies ¹⁾	0,3	0,4	0,8	1,1
Paielements fondés sur des actions	4,2	2,7	8,8	4,3
	5,6 \$	4,2 \$	12,6 \$	8,5 \$

¹⁾ Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.




CAE

cae.com